



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 17 SEPTEMBRE 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 17th, 1949

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

[N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Lettres patentes

Aristocrat Premium Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux août 1949, constituant en corporation: Ben Lechter, marchand, Dame Bella Zabitsky Lechter, ménagère, épouse séparée de biens de Ben Lechter, tous deux de la cité de Westmount, William Pepper, vendeur, et Dame Tillie Lubin Pepper, ménagère, épouse séparée de biens de William Pepper, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, vendre ou autrement aliéner, importer, exporter, et faire un commerce général de porcelaine, verrerie, cristal, faïence, poterie, montres, horloges, ornements, bibelots, bijouterie, articles de métal, de bois, outils, coutellerie, vêtements, nouveautés, ustensiles de cuisine, sous le nom de "Aristocrat Premium Company" avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Letters Patent

Aristocrat Premium Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1949, incorporating: Ben Lechter, merchant, Dame Bella Zabitsky Lechter, housewife, wife separate as to property of Ben Lechter, both of the city of Westmount, William Pepper, salesman and Dame Tillie Lubin Pepper, housewife, wife separate as to property of William Pepper, of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire, sell or otherwise dispose of, import, export and generally deal in chinaware, glassware, crystal, earthenware, pottery, watches, clocks, adornments, bric-à-brac, jewellery, metalware, woodenware, tools, cutlery, clothing, novelties, kitchenware, under the name of "Aristocrat Premium Company", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

Armand Archambault Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois août 1949, constituant en corporation: Armand Archambault, plâtrier, Dame Françoise Courchesne, épouse contractuellement séparée de biens d'Armand Archambault, et Claude Demers, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer généralement des entreprises de construction d'édifices tant publics que privés, et plus spécialement en ce qui concerne les enduits et revêtements muraux aux dites constructions, sous le nom de "Armand Archambault Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Armin Clothing Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze août 1949, constituant en corporation: Armin Weiss, Herman Kleinman et Israel Kleinman, marchands, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer et passer des contrats de vêtements pour hommes et femmes et les acheter et vendre, sous le nom de "Armin Clothing Company Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

Association Sportive du Lac Sept-Iles Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huit août 1949, constituant en corporation sans capital-actions: François Letarte, courtier, Casault Turcotte, employé de la cité, Armand Genois, Charles-Henri Bolduc, employés civils, J.-David Fortin, employé des Postes, C.-Lucien Plamondon, importateur, J.-Omer Lemay, commerçant, tous de la cité de Québec, et Alexandre Savary, industriel, de Saint-Basile, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Organiser, opérer, maintenir et conduire un club social, artistique et d'amusement, ou une association dans le but de récréation, d'amusement, d'instruction, de sport et d'athlétisme, sous le nom de "Association Sportive du Lac Sept-Iles Inc.",

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

Armand Archambault Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1949, incorporating: Armand Archambault, plasterer, Dame Françoise Courchesne, wife separate as to property by marriage contract of Armand Archambault, and Claude Demers, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on construction work in general for buildings both public and private, and more particularly that of plastering and coating the walls of the said buildings, under the name of "Armand Archambault Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Armin Clothing Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1949, incorporating: Armin Weiss, Herman Kleinman and Israel Kleinman, merchants, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and contracting of men's and women's clothing and to buy and sell the same, under the name of "Armin Clothing Company Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twelfth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

Association Sportive du Lac Sept-Iles Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: François Letarte, broker, Casault Turcotte, city employee, Armand Genois, Charles Henri Bolduc, civil servants, J. David Fortin, Post Office employee, C. Lucien Plamondon, importer, J. Omer Lemay, merchant, all of the city of Quebec, and Alexandre Savary, industrialist, of Saint-Basile, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To organize, operate, maintain and conduct a social, artistic and amusement club, or an association for the purpose of recreation, amusement, instruction, sports and athletics, under the name of "Association Sportive du Lac Sept-Iles Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Raymond-de-Portneuf, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Raymond-de-Portneuf, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Bijouterie Vézina & Rioux Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois août 1949, constituant en corporation: Roger Vézina, marchand, Wilfrid Damphouse, ajusteur, et J.-S. Parthenais, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bijouterie au détail, au complet, réparation de montres ou articles concernant le commerce de la bijouterie, et de tout ce qui peut se rapporter directement ou indirectement à l'industrie de la bijouterie, sous le nom de "Bijouterie Vézina & Rioux Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

* Bijouterie Vézina & Rioux Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the third day of August, 1949, incorporating: Roger Vézina, merchant, Wilfrid Damphouse, adjuster, and J. S. Parthenais, manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the retail jewellery business in all its lines; to repair watches or articles connected with the jewellery business, and anything directly or indirectly connected with the jewellery business, under the name of "Bijouterie Vézina & Rioux Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Caco Jewellery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq août 1949, constituant en corporation: Sergius Messier, Florent Tessier, Pierre Leclerc, marchands, et Jean-Paul Caille, vendeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bijouterie, sous le nom de "Caco Jewellery Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

Caco Jewellery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fifth day of August, 1949, incorporating: Sergius Messier, Florent Tessier, Pierre Leclerc, merchants, and Jean-Paul Caille, salesman, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in jewellery, under the name of "Caco Jewellery Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 300 common shares of \$100 each, and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General

C. Côté Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre août 1949, constituant en corporation: André Nadeau, Gérard Deniger et Joseph Vallières, tous trois avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux pour la construction, sous le nom de "C. Côté Limitée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hilaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

C. Côté Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fourth day of August, 1949, incorporating: André Nadeau, Gérard Deniger and Joseph Vallières, all three advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general building contractors, under the name of "C. Côté Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hilaire, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le quatre août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Central Drive Yourself Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre août 1949, constituant en corporation: John E. Crankshaw, conseil en loi du Roi, avocat, Irène Leduc et Germaine Proulx, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de locateurs et locataires d'automobiles et de véhicules de toute sorte et description, sous le nom de "Central Drive Yourself Limited", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

Central Drive Yourself Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August 1949, incorporating: John E. Crankshaw, King's Counsel, advocate, Irène Leduc, and Germaine Proulx, secretaries, spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of lessors and lessees of automobiles and vehicles of every kind and description, under the name of "Central Drive Yourself Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

Chapart Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois août 1949, constituant en corporation: Roméo Poupart, chirurgien dentiste, Lionel Leroux, notaire, tous deux de la cité d'Outremont, et Jean Racicot, notaire, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, acheter, posséder, et régir des magasins, boutiques, logements, bureaux, dépôts, salles de démonstration ou d'exposition et autres constructions de toute nature, sous le nom de "Chapart Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 800 actions communes d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trois août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Chapart Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1949, incorporating: Roméo Poupart, dental surgeon, Lionel Leroux, notary, both of the city of Outremont, and Jean Racicot, notary, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To build, buy, own and manage stores, shops, dwellings, offices, depots, show or exhibition rooms and other buildings of any kind, under the name of "Chapart Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 800 common shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Cha-pel Construction, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze août 1949, constituant en corporation: Bruno Chatelain, Edouard Péloquin, professeurs, et Dame Eva McLean Chatelain, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Chatelain, et de ce dernier dûment autorisée aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction et à ces fins, acheter des terrains, en vendre, passer des contrats d'entreprise, emprunter par voie d'émission d'obligations ou autrement; exercer tous autres pouvoirs incidents ou connexes, sous le nom de "Cha-pel Construction, Limited", avec un capital de \$30,000 divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Cha-pel Construction, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August, 1949, incorporating: Bruno Chatelain, Edouard Péloquin, professors, and Dame Eva McLean Chatelain, wife separate as to property by marriage contract of Jean Chatelain, and duly authorized by the latter for the purposes hereof, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of building contractors and for such purpose to purchase and sell land, enter into contracts regarding same, borrow by way of bond, issues or otherwise; exercise any other powers incidental thereto or connected therewith, under the name of "Cha-pel Construction, Limited", with a capital stock of \$30,000 divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le onze août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General,
this eleventh day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Chester Clothing Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit août 1949, constituant en corporation: Jack Steinberg, David Steinberg, marchands, de la cité d'Outremont, et Jack Ralph Bogante, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme agents manufacturiers et produire, distribuer, acheter, vendre, importer, exporter, commercer, négocier des textiles, cotons, laines, tissus de laine et autres, substances fibreuses, sous le nom de "Chester Clothing Co.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie n'excèdera pas vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le huit août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

Chester Clothing Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1949, incorporating: Jack Steinberg, David Steinberg, merchants, of the City of Outremont, and Jack Ralph Bogante, advocate and King's Counsel, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers' agents, producing, distributing, buying, selling, importing, exporting, jobbers, dealing with textiles, cotton, wool, worsted and other fibrous substances, under the name of "Chester Clothing Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100. each.

The shareholders of the company shall not exceed twenty in number;

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

Club de Courses de Montmagny Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du quatre août 1949, constituant en corporation: Narcisse Morin, agent d'assurance, de Montmagny, J.-J.-Aimé Roy, agent d'assurance, d'Armagh, et Edgar Dallaire, commerçant, de Saint-Raphaël, tous du district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Organiser, promouvoir, opérer et tenir des courses de chevaux, d'automobiles et autres véhicules moteurs, sous le nom de "Club de Courses de Montmagny Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montmagny, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général le quatre août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Club de Courses de Montmagny Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1949, incorporating: Narcisse Morin, insurance agent, of Montmagny, J. J. Aimé Roy, insurance agent of Armagh, and Edgar Dallaire, trader, of Saint-Raphaël, all of the judicial district of Montmagny, for the following purposes:

To organize, promote, operate and hold horse races, automobile races and those of other motor vehicles, under the name of "Club de Courses de Montmagny Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montmagny, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

**Compagnie d'Immeubles St. Pierre Limitée
St. Pierre Realities Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze août 1949, constituant en corporation: Oscar St-Pierre, marchand, de la cité d'Outremont, Marcel Rolland, marchand, de Westmount, et Ednah G. Bennett, fille majeure, de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, ou autrement acquérir, exploiter, louer, échanger, hypothéquer, vendre ou aliéner les immeubles avec ou sans bâtisses, sous le nom de "Compagnie d'Immeubles St. Pierre Limitée" — "St. Pierre Realities Company Limited", avec

**Compagnie d'Immeubles St. Pierre Limitée
St. Pierre Realities Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August, 1949, incorporating: Oscar St-Pierre, merchant, of the city of Outremont, Marcel Rolland, merchant, of Westmount, and Ednah G. Bennett, spinster, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire, deal with, lease, exchange, hypothecate, sell or dispose of real estate, with or without buildings, under the name of "Compagnie d'Immeubles St. Pierre Limitée" — "St. Pierre Realities Company Limited".

un capital de \$200,000 divisé en 2,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Congregation Shiloh (Sheiloh)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre août 1949, constituant en corporation sans capital actions: Mœ Abrahamovitch, gérant de production, Max Goldfarb, Irving Herschorn, Harry Herschorn, Max Rosenthal, manufacturiers, Saul Eliossoff, William Niderhoffer, Isidore Neiderhoffer, Bernard Schaffer, Leslie Weiner, marchands, Louis Herschorn, démissionnaire et Aaron Joseph, commerçant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

De promouvoir le culte de Dieu suivant la doctrine de la religion juive, sous le nom de "Congregation Shiloh (Sheiloh)".

Le montant auquel est limité le revenu annuel des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

Cova Products Inc. Products Cova Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix août 1949, constituant en corporation: Napoléon Côté, marchand, Philippe Gimaël, employé civil, tous deux des cité et district judiciaire de Québec, et J.-Eugène Vachon, agent manufacturier, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de préparer, mettre en conserve, emballer ou autrement préparer pour le marché de la consommation des légumes des fruits, des viandes, des grains, du lait et autres produits alimentaires, sous le nom de "Cova Products Inc."—"Products Cova Inc.", avec un capital de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7, avenue Conway, Québec, District judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE,

Del Monte Studio Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq août 1949, constituant en corporation: Rodolphe Blain, rentier, Gaston Dagenais, gérant, et Laurent Desroches, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

ted", with a capital stock of \$200,000 divided into 2,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Congregation Shiloh (Sheiloh)

Notice is hereby given that under the Provisions of Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1949, incorporating without share capital: Mœ Abrahamovitch, production manager, Max Goldfarb, Irving Herschorn, Harry Herschorn, Max Rosenthal, manufacturers, Saul Eliossoff, William Niderhoffer, Isidore Neiderhoffer, Bernard Schaffer, Leslie Weiner, merchants, Louis Herschorn, retired, and Aaron Joseph, jobber, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

For the purpose of Divine worship according to the tenets of the Jewish religion, under the name of "Congregation Shiloh (Sheiloh)".

The amount to which the annual value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

Cova Products Inc. Products Cova Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1949, incorporating: Napoléon Côté, merchant, Philippe Gimaël, civil servant, both of the city and judicial district of Quebec, and J. Eugène Vachon, manufacturer's agent, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the preparing, canning, packing or otherwise preparing for market of food products, vegetables, fruits, meats, grain, milk and other foodstuffs, under the name of "Cova Products Inc."—"Products Cova Inc.", with a capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7 Conway Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Del Monte Studio Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1949, incorporating: Rodolphe Blain annuitant, Gaston Dagenais, manager, and Laurent Desroches, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Organiser, opérer, développer une ou des écoles de danse dans Montréal, sous le nom de "Del Monte Studio Inc.", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le cinq août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Dependable Watchstraps Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze août 1949, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Beatrice Rabinovitch et Hilda Christensen, secrétaires, filles majeures, toutes deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de courroies de montres, bracelets de montres, chaînes de montres et rubans de montres, sous le nom de "Dependable Watchstraps Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

Derby Café Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix août 1949, constituant en corporation: André Rollin, menuisier, Ste-Geneviève, Edouard Turgeon, agent d'affaires, de Montréal, et Wolfe Pap, gérant d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, soit en gros ou en détail, le commerce de restaurant, café, taverne, salle de rafraîchissements, sous le nom de "Derby Café Inc.", avec un capital de \$20,000 divisé en 1,000 actions de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3606, St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Desourdy Excavation Ltée Desourdy Excavation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit août 1949, constituant en corporation: Roland Desourdy, contracteur général, Marcel Desourdy, contremaître, et Camille Rathé, comptable, tous de la ville de Cowansville, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de contracteur et d'entrepreneur en travaux de creusage, de drainage, de

To organize, operate and maintain, one or more dance schools in Montreal, under the name of "Del Monte Studio Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Dependable Watchstraps Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1949, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Beatrice Rabinovitch, and Hilda Christensen, secretaries, spinsters, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of watch straps, watch bracelets, watch chains, watch ribbons, under the name of "Dependable Watchstraps Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

Derby Café Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1949, incorporating: André Rollin, carpenter, Ste-Geneviève, Edouard Turgeon, business agent, of Montreal, and Wolfe Pap, manager, of Outremont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on, whether wholesale or retail, the business of restaurant, café, tavern, refreshment rooms, under the name of "Derby Café Inc.", with a capital stock of \$20,000 divided into 1,000 shares of \$20 each.

The head office of the company will be at 3606 St-Laurent, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Desourdy Excavation Ltée Desourdy Excavation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of August, 1949, incorporating: Roland Desourdy, general contractor, Marcel Desourdy, foreman, and Camille Rathé, accountant, all of the town of Cowansville, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To carry on business as contractor and jobber for excavation works, drainage works, mechanical

mécanique agricole et tous autres de même nature, sous le nom de "Desourdy Excavation Ltée"—"Desourdy Excavation Ltd.", avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Evan Pants Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois août 1949, constituant en corporation: Elzéar-E. Larue, manufacturier, de Saint-Hyacinthe, Arthur Laplante, ingénieur professionnel, de la cité de Québec, et Ernest Larue, manufacturier, de Verdun, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, distribuer, importer et exporter tous produits textiles, et vêtements, sous le nom de "Evan Pants Incorporated", avec un capital de \$49,000, divisé en 490 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le trois août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
125710-o P. FRENETTE.

Ferronnerie Grothé Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix août 1949, constituant en corporation: Raymond Noël, Laurent Drouin, et Jean-Marc Boyer, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme commerçants de ferronnerie, quincaillerie, peinture, tapisserie, vaisselle, verre, outils, matériaux de construction, sous le nom de "Ferronnerie Grothé Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Gendon Mfg. Jewellers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq août 1949, constituant en corporation: Moses Samuel Yelin, Hyman Carl Goldenberg, avocats, Eugène Boucher, manufacturier et Esther Monson, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bijouterie, nouveautés et menus objets, sous le nom de "Gendon Mfg. Jewellers Inc.", avec un capital de \$30,000 divisé en 150 actions ordinaires et en 150 actions privilégiées, toutes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

cal agriculture works, and any other works of the same kind, under the name of "Desourdy Excavation Ltée"—"Desourdy Excavation Ltd.", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Evan Pants Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the third day of August, 1949, incorporating: Elzéar E. Larue, manufacturer, of Saint-Hyacinthe, Arthur Laplante, professional engineer, of the city of Québec, and Ernest Larue, manufacturer, of Verdun, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, distribute, import and export all kinds of textile products and clothing, under the name of "Evan Pants Incorporated", with a capital stock of \$49,000, divided into 490 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Ferronnerie Grothé Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the tenth day of August, 1949, incorporating: Raymond Noël, Laurent Drouin and Jean Marc Boyer, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dealers in ironware, hardware, paint, wall paper, crockery, glass, tools and building materials, under the name of "Ferronnerie Grothé Ltée", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Gendon Mfg. Jewellers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the fifth day of August, 1949, incorporating: Moses Samuel Yelin, Hyman Carl Goldenberg, advocates, Eugène Boucher, manufacturer, and Esther Monson, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in jewellery, novelties and small wares, under the name of "Gendon Mfg. Jewellers Inc.", with a capital stock of \$30,000 divided into 150 common shares and 150 preferred shares all of the par value of \$100 each.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

Goldbrend Jewelry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois août 1949, constituant en corporation: Nathan Brender, bijoutier et horloger, Lester Goldenblatt, bijoutier, Harry Oxorn, agent, et Milan Oxorn, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires et le commerce de commerçants, importateurs, exportateurs et manufacturiers de toutes sortes d'articles de bijouterie, comprenant les diamants, les horloges, et les montres, aussi la réparation de montres, sous le nom de "Goldbrend Jewelry Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

Handy Trading Co. of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre août 1949, constituant en corporation: Alexander Dresben, marchand, de la cité d'Outremont, Nathan Puritz, marchand, et Ralph Sher, gérant de bureau, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier et faire le commerce d'articles de sport, jouets, menus objets, sous le nom de "Handy Trading Co. of Canada Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 125 actions privilégiées de \$100 chacune et 375 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

Harmo Specials Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix août 1949, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, de la cité de Montréal, Samuel E. Schwisberg, avocat, et Barnett Levine, agent, tous deux de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de costumes et manteaux pour hommes, dames et enfants, sous le nom de "Harmo Specials Inc.", avec un capital de \$40,000

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Goldbrend Jewelry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1949, incorporating: Nathan Brender, jeweler and watchmaker, Lester Goldenblatt, jeweler, Harry Oxorn, agent, and Milan Oxorn, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of jobbers in and importers, exporters and manufacturers of all kinds of jewelry articles including diamonds, clocks and watches, including watch repairs, under the name of "Goldbrend Jewelry Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10. each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

Handy Trading Co. of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1949, incorporating: Alexander Dresben, merchant, of the City of Outremont, Nathan Puritz, merchant, and Ralph Sher, office manager, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with sporting goods, toys, small ware, under the name of "Handy Trading Co. of Canada Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 125 preferred shares of \$100 each and 375 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

Harmo Specials Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1949, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, of the city of Montreal, Samuel E. Schwisberg, advocate, and Barnett Levine, agent, both of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in men's and ladies' and children's suits, coats, under the name of "Harmo Specials Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into

divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires est limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à 4316 Blvd. St-Laurent, cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

H. Butters Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre août 1949, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, de la cité de Montréal, C. E. Schwisberg et S. E. Schwisberg, avocats, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placement et de contrôle, sous le nom de "H. Butters Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4710 rue Wellington, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

Hydrovary of Canada Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre août 1949, constituant en corporation: Thomas Feeley, machiniste, Jean-Paul Vandal, commis, tous deux de Granby, district judiciaire de Bedford, et Joseph-Léon Bergeron, comptable, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de machines, fournitures d'usines, outillage et toute chose se rattachant à la mécanique, sous le nom de "Hydrovary of Canada Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 1400 actions sans valeur au pair ou nominale et en 680 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$13,800.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le quatre août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Infra Roast of Canada, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois août 1949, constituant en corporation: Seymour Elkin, notaire, de Westmount, J. Ogilvy Harris, officier de compagnie de fiducie, J. Haworth, officier de compagnie de fiducie, Ralph C. Tees, officier de compagnie de fiducie, de la cité de Montréal, et Stanley Stanger, officier

300 preferred shares of the par value of \$100 each, and 100 common shares at the par value of \$100 each.

The number of shareholders is limited to twenty.

The head office of the company will be at 4316 St. Lawrence Blvd. in the city of Montreal, judicial district of Montreal

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

H. Butters Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1949, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, of the city of Montreal, C. E. Schwisberg and S. E. Schwisberg, advocates, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company under the name of "H. Butters Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4710 Wellington St., Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

Hydrovary of Canada Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1949, incorporating: Thomas Feeley, machinist, Jean Paul Vandal, clerk, both of Granby, judicial district of Bedford, and Joseph Léon Bergeron, accountant, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in machines, plant equipment, mechanical equipment and everything connected therewith, under the name of "Hydrovary of Canada Limited".

The capital stock of the company is divided into 1400 shares without nominal or par value and into 680 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence operations is \$13,800.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Infra Roast of Canada, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1949, incorporating: Seymour Elkin, notary, of Westmount, J. Ogilvy Harris, trust company officer, J. Haworth, trust company officer, Ralph C. Tees, trust company officer, of the City of Montreal, and Stanley Stanger, trust company officer of the Town of Hampstead,

de compagnie de fiducie, de la ville de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Dessiner, manufacturer, assembler, acheter ou autrement acquérir, vendre, arrenter, louer ou autrement aliéner, importer, exporter, modifier, réparer, refaire reconstruire, utiliser et généralement faire le commerce et négocier toutes sortes de machines, dispositifs, procédés et inventions, sous le nom de "Infra Roast of Canada, Ltd.", avec un capital de \$100,000, divisé en 20,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

J. E. Keays Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier août 1949, constituant en corporation: John Everett Keays, George Leonard Keays, industriels, et Kathleen Gertrude Keays, épouse séparée de biens dudit John Everett Keays et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Chandler, district judiciaire de Gaspé, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi des liqueurs alcooliques, opérer et exploiter un commerce en gros de bière et ses sous-produits ou les produits connexes à la bière, sous le nom de "J. E. Keays Ltée", avec un capital de \$49,000 divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chandler, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Lachapelle & Archambault Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, des lettres patentes en date du dix août 1949, constituant en corporation: John Alexander Sullivan, avocat, et conseil en loi du Roi, Rodolphe Lemire, courtier d'immeubles, tous deux de la cité d'Outremont, Gerald Eugène Sullivan, avocat et conseil en loi du Roi, de Beaconsfield et Albert Malouf, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, faire, installer, réparer des accessoires de contrôle de chauffage, dispositifs de chauffage, fournaies, engins, moteurs, machinerie et produits en métal, sous le nom de "Lachapelle & Archambault Ltd.", avec un capital de \$49,000 divisé en 2,400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To design, manufacture, assemble, buy or otherwise acquire, sell, rent, lease or otherwise dispose of, import, export, alter, repair, recondition, reconstruct, service and generally to deal in and with any and all kinds of machines, devices, processes and inventions, under the name of "Infra Roast of Canada, Ltd.", with a capital stock of \$100,000, divided into 20,000 shares of \$5, each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

J. E. Keays Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1949, incorporating: John Everett Keays, George Leonard Keays, industrialists, and Kathleen Keays, wife separate as to property of said John Everett Keays, and duly authorized by him for the purposes hereof, all of Chandler, judicial district of Gaspé, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Alcoholic Liquor Act, to operate and carry on a wholesale beer business and its by-products or products connected with beer, under the name of "J. E. Keays Ltée", with a capital stock of \$49,000 divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chandler, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Lachapelle & Archambault Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1949, incorporating: John Alexander Sullivan, lawyer and King's Counsel, Rodolphe Lemire, real estate broker, both of the city of Outremont, Gerald Eugène Sullivan, lawyer and King's Counsel, of Beaconsfield, and Albert Malouf, lawyer, of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, make, install, repair heat control equipment, heating devices, furnaces, engines, motors, machinery and metal products, under the name of "Lachapelle & Archambault Ltd.", with a capital stock of \$49,000 divided into 2,400 preferred shares of the par value of \$10 each, and 5,000 common shares of the par value of \$5 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

Lac Saint-Jean Autobus, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt-cinq août 1949, constituant en corporation: Edmour Ouellette, commerçant, de Desbiens, Antonio Larouche, garagiste, de Dolbeau, et Joseph-Henri Ouellette, commerçant, de Desbiens, tous du district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Exploiter une ou des lignes d'autobus; exploiter une ou plusieurs organisations de taxis, véhicules de transport pour personnes ou marchandises, sous le nom de "Lac Saint-Jean Autobus, Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 163, Boulevard Walberg, Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Laperrière & Proulx Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze août 1949, constituant en corporation: Joseph-Roméo Léonard, marchand, Paul Laperrière, gérant, et René Proulx, comptable, tous de Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de chaussures, souliers, gants, mitaines, claques (caoutchouc), sous le nom de "Laperrière & Proulx Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre d'actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à 301, est, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

**La Réfrigération d'Arvida, Limitée
Arvida Refrigeration, Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix août 1949, constituant en corporation: Jean-Joseph Riverin, entrepreneur, de Chicoutimi, Gaston Girard, entrepreneur, et Georges-Henri Riverin, contremaitre, ces deux derniers d'Arvida, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter des glaciers et des entrepôts frigorifiques, sous le nom de "La Réfrigération d'Arvida, Limitée" — "Arvida Refrigeration, Limited", avec un capital de \$5,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le dix août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Lac Saint-Jean Autobus, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fifth day of August, 1949, incorporating: Edmour Ouellette, trader, of Desbiens, Antonio Larouche, garage keeper, of Dolbeau, and Joseph Henri Ouellette, trader, of Desbiens, all of the judicial district of Roberval, for the following purposes:

To operate one or more autobus lines; to operate one or more taxi stands and means of transportation for passengers or merchandise, under the name of "Lac Saint-Jean Autobus, Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 163 Walberg Boulevard, Dolbeau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Laperrière & Proulx Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1949, incorporating: Joseph Roméo Léonard, merchant, Paul Laperrière, manager, and René Proulx, accountant, all of the town of Mount Royal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of footwear, shoes, gloves, mitts, rubbers, under the name of "Laperrière & Proulx Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The number of shareholders will be limited to twenty.

The head office of the company will be at 301 St. Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

**La Réfrigération d'Arvida, Limitée
Arvida Refrigeration, Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of August, 1949, incorporating: Jean Joseph Riverin, contractor, of Chicoutimi, Gaston Girard, contractor, and Georges Henri Riverin, foreman, these two latter of Arvida, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To own and operate ice-houses and cold storage warehouses, under the name of "La Réfrigération d'Arvida, Limitée" — "Arvida Refrigeration, Limited", with a capital stock of \$5,000 divided into 200 common shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Le Colisée de Chicoutimi Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit août 1949, constituant en corporation: Paul Murdock, contracteur, Robert Tremblay, assurances générales, et Léopold Lagacé, tous de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Louer, construire, bâtir et autrement acquérir, posséder, exploiter, aménager, entretenir et administrer des arénas, jardins d'été et d'hiver et tous édifices quelconques, sous le nom de "Le Colisée de Chicoutimi, Ltée", avec un capital de \$200,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le huit août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

**Les Agences Cartier Incorporée
Cartier Sales Agencies Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date, du quatre août 1949, constituant en corporation: Monique Mainville, sténographe, de Verdun, Jeannette Brodeur, sténographe, et Maurice Mercure, avocat, ces deux derniers de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Vendre, et acheter tout produit manufacturé de fabrication en carton, et tout produit manufacturé de fabrication en argent, comprenant statues, urnes, bustes, poteries, sous le nom de "Les Agences Cartier Incorporée"—"Cartier Sales Agencies Incorporated", avec un capital de \$40,000, divisé en 250 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatre août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Les Entreprises de Windsor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier août 1949, constituant en corporation: Gérard Millette, comptable, Sylvio Thibault, hôtelier, et René-A. Desruisseaux, comptable, tous de Windsor Mills, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire le commerce, les opérations et les affaires d'entrepreneurs-contracteurs et constructeurs en général, et toutes affaires s'y rapportant, sous le nom de "Les Entreprises de Windsor Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions communes de \$100 chacune, et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Windsor Mills, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le premier août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Le Colisée de Chicoutimi Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1949, incorporating: Paul Murdock, contractor, Robert Tremblay, general insurance agent, and Léopold Lagacé, manager, all of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To lease, build, construct and otherwise acquire, own, operate, equip, maintain and manage arenas, summer and winter gardens and buildings of all kinds, under the name of "Le Colisée de Chicoutimi, Ltée", with a capital stock of \$200,000 divided into 2,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

**Les Agences Cartier Incorporée
Cartier Sales Agencies Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1949, incorporating: Monique Mainville stenographer, of Verdun, Jeannette Brodeur, stenographer, and Maurice Mercure, advocate, these two latter of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To sell and buy any manufactured product made of carton, and any manufactured product made of silver, including statues, urns, busts pottery, under the name of "Les Agences Cartier Incorporée"—"Cartier Sales Agencies Incorporated", with a capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each and 1,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Les Entreprises de Windsor Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of August, 1949, incorporating: Gérard Millette, accountant, Sylvio Thibault, hotel keeper, and René A. Desruisseaux, accountant, all of Windsor Mills, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To engage in the business, transactions and affairs of general building contractors, and carry on any business connected therewith, under the name of "Les Entreprises de Windsor Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Windsor Mills, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Le Théâtre Rialto Limitée
Rialto Theatre Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre août 1949, constituant en corporation: Harold Giles, W. H. Mannard, industriels des cité et district judiciaire de Montréal, et Ovila Côté, gérant, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Posséder, louer, arrêter et opérer des théâtres, théâtres de vues animées, de vaudeville et autres genres de salles d'amusement, sous le nom de "Le Théâtre Rialto Limitée" — "Rialto Theatre Co. Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

Le Théâtre Rialto Limitée
Rialto Theatre Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1949, incorporating: Harold Giles, W. H. Mannard, industrialists of the city and judicial district of Montreal, and Ovila Côté, manager, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To own, lease, hire and operate theatres, moving picture theatres, vaudeville and other forms of amusement houses, under the name of "Le Théâtre Rialto Limitée" — "Rialto Theatre Co. Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

L. P. Marcotte Ltée (Ltd.)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq août 1949, constituant en corporation: Louis-Philippe Marcotte, Vincent-Paul Marcotte, industriels, et Claire Marcotte, épouse contractuellement séparée de biens de Louis-Philippe Marcotte, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, construire, posséder, louer, échanger, emprunter tous biens immeubles, les vendre, en disposer et les aliéner en tout ou en partie, sous le nom de "L. P. Marcotte Ltée (Ltd.)", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7735 Boulevard Saint-Michel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

L. P. Marcotte Ltée (Ltd.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of August, 1949, incorporating: Louis Philippe Marcotte, Vincent Paul Marcotte, industrialists, and Claire Marcotte, wife separate as to property by marriage contract of Louis Philippe Marcotte, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, build, own, lease, exchange, borrow on any immovables; sell, dispose of and alienate the same in whole or in part, under the name of "L. P. Marcotte Ltée (Ltd.)" with a capital stock of \$100,000 divided into 1,000 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 7735 Boulevard Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Matquis Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six août 1949, constituant en corporation: Joseph Matte, employé de chemin de fer, Roméo Matte, employé civique, et Maurice Marquis, comptable, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme manufacturiers, agents à commission et marchands en gros et en détail de vêtements, fourrures, chaussures, lingerie et tissus de toutes sortes, sous le nom de "Matquis Incorporée", avec un capital de \$40,000, divisé en 1,600 actions ordinaires de \$25 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Matquis Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of August, 1949, incorporating: Joseph Matte, railroad employee, Romeo Matte, civic employee, and Maurice Marquis, accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, commission agents, and wholesale and retail merchants of clothing, furs, footwear, lingerie, and fabrics of all kinds, under the name of "Matquis Incorporée", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,600 common shares of \$25 each.

The number of shareholders will be limited to twenty.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Montreal Fast Print Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq août 1949, constituant en corporation: E. Michael Berger, Alan Bernard Gold, avocats, et Solomon Vineberg, notaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de couleurs, teintes et teintures, sous le nom de "Montreal Fast Print Limited", avec un capital de \$26,000, divisé en 2,600 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

Montreal Fast Print Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1949, incorporating: E. Michael Berger, Alan Bernard Gold, advocates, and Solomon Vineberg, notary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal with colours, shades and dyes, under the name of "Montreal Fast Print Limited", with a capital stock of \$26,000, divided into 2,600 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

**Nickel Industries Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf août 1949, constituant en corporation: René Chênevert, avocat, de Westmount, Mario Emiliano Lattoni, avocat, de Montréal, et Isabella Macfarlane, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter par quelque moyen que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Nickel Industries Limited" (Libre de responsabilité personnelle) avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

**Nickel Industries Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1949, incorporating: René Chênevert, barrister, of Westmount, Mario Emiliano Lattoni, barrister, of Montreal, and Isabella Macfarlane, stenographer, spinster, of the city of Outremont, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Nickel Industries Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000 divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares;

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

**Quebec Uranium Corporation
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre août 1949, constituant en corporation: Robert Dubreuil, courtier, Maurice de Bellefeuille, secrétaire, Jacques Lafontaine, administrateur, Alfred Hurtubise, gérant, et Ernest Lafontaine, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre,

**Quebec Uranium Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of August, 1949, incorporating: Robert Dubreuil, broker, Maurice de Bellefeuille, secretary, Jacques Lafontaine, executive, Alfred Hurtubise, manager, and Ernest Lafontaine, advocate, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extract-

épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire les minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Quebec Uranium Corporation" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions;

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

Regent Construction Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois août 1949, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham M. Klein, avocats, Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, et Marguerite Lafrenière, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Regent Construction Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

Rothbarr Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit août 1949, constituant en corporation: Max Barr, Maurice Roth et Charles Barmash, marchands, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce comme restaurateurs, fournisseurs et pourvoyeurs d'aliments et breuvages de toutes sortes, sous le nom de "Rothbarr Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

Salaison J. P. Levesque Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois août 1949, constituant en corporation: Henri Beaulac, commerçant, Armand Dupuis, comptable, tous deux de La Visitation,

ing any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Quebec Uranium Corporation" (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000 divided into 3,000,000 shares of \$1. each.

The shareholders will incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for the said shares;

The head office of the company will be at Montréal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

Regent Construction Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of August, 1949, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Abraham M. Klein, advocates, Freda Pomerance, secretary, spinster, and Marguerite Lafrenière, stenographer, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Regent Construction Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 preferred shares of the par value of \$100 each, and 200 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

Rothbarr Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of August, 1949, incorporating: Max Barr, Maurice Roth and Charles Barmash, merchants of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of restaurateur, caterer, and purveyor of food and drinks of all kinds, under the name of "Rothbarr Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Outremont, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

Salaison J. P. Levesque Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of August, 1949, incorporating: Henri Beaulac, trader, Armand Dupuis, accountant, both of La Visitation, and Gaëtan Manseau,

et Gaëtan Manseau, cultivateur, de St-Antoine de la Baie du Febvre, pour les objets suivants:

Faire le commerce et l'entreposage de légumes, œufs, fromage, épicerie, conserves, viandes, sous le nom de "Salaïson J.-P. Levesque Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Shefford Cleaning Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux août 1949, constituant en corporation: Armand Lapointe, industriel, de Granby, district judiciaire de Bedford, Aurélien Noël, avocat, et Pauline Bélanger, fille majeure, sténographe, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de teinturier, de nettoyeur et de buanderie générale, sous le nom de "Shefford Cleaning Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le deux août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710-o P. FRENETTE.

Standard Steel Products Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze août 1949, constituant en corporation: John Alexander Sullivan, Gerald Eugène Sullivan et Albert Malouf, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands d'aucune et toutes sortes de machines-outils, sous le nom de "Standard Steel Products Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

Vicki-Klassy Restaurant Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq août 1949, constituant en corporation: Isidore Popliger, avocat, et conseil en loi du Roi, Lawrence Popliger, avocat, et Helen Shugar, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, acheter, louer, ou autrement acquérir et aménager, travailler, entretenir, posséder, opérer, gérer et conduire un commerce de restaurant, café ou salle à manger, sous le nom de "Vicki-Klassy Restaurant Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

farmer, of St-Antoine de la Baie-du-Febvre, for the following purposes:

To deal in and carry on the warehousing of vegetables, eggs, cheese, groceries, canned goods, meat, under the name of "Salaïson J.-P. Levesque Ltée," with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Shefford Cleaning Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of August, 1949, incorporating: Armand Lapointe, industrialist, of Granby, judicial district of Bedford, Aurélien Noël, advocate, and Pauline Bélanger, spinster, stenographer, both of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general dyeing, cleaning and laundry business, under the name of "Shefford Cleaning Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The number of shareholders of the company is limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710 Assistant Deputy Attorney General.

Standard Steel Products Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August, 1949, incorporating: John Alexander Sullivan, Gerald Eugène Sullivan and Albert Malouf, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dealers in any and all kinds of types of machine tools, under the name of "Standard Steel Products Limited", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

Vicki-Klassy Restaurant Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1949, incorporating: Isidore Popliger, advocate and King's Counsel, Lawrence Popliger, advocate, and Helen Shugar, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To construct, purchase, lease or otherwise acquire and to equip, work, maintain, own, operate, manage and conduct the business of a restaurant, café, or eating house, under the name of "Vicki-Klassy Restaurant Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinquième août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25710 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25710-o Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Associated Finance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 24 août 1949, à la compagnie "Associated Finance Corporation", a) étendant ses pouvoirs; b) ratifiant un règlement réduisant le nombre des directeurs de la compagnie de cinq à trois.

Daté du bureau du Procureur général, le 24 août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25711-o P. FRENETTE.

Supplementary Letters Patent

Associated Finance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fourth day of August, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Associated Finance Corporation", a) extending its powers; b) ratifying a by-law decreasing the number of directors of the company from five to three.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25711 Assistant Deputy Attorney General.

Canada Black Granit Company Limited Compagnie de Granit Noir du Canada Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 11 août 1949, à la compagnie "Canada Black Granit Company Limited" — "Compagnie de Granit Noir du Canada Limitée", ratifiant: a) son Règlement N° 16 augmentant son capital de \$20,000 à \$50,000, par la création de 3,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune; b) son Règlement N° 17 augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de trois à six.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25711-o P. FRENETTE.

Canada Black Granit Company Limited Compagnie de Granit Noir du Canada Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of August, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Canada Black Granit Company Limited" — "Compagnie de Granit Noir du Canada Limitée", ratifying: a) its By-law No. 16 increasing its capital from \$20,000 to \$50,000, by the creation of 3,000 additional common shares of a par value of \$10 each; b) its By-law No. 17 increasing the number of directors of the company from three to six.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25711 Assistant Deputy Attorney General.

Guaranteed Floors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-neuf août 1949, à la compagnie "Restaurants Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du sept juillet 1944, changeant son nom en celui de "Guaranteed Floors Ltd.", et étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25711 P. FRENETTE.

Guaranteed Floors Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of August, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Restaurants Ltd.", incorporated by letters patent dated July 7th, 1944, changing its name to that of "Guaranteed Floors Ltd." and extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, the 29th day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25711-o Assistant Deputy Attorney General.

Hall of Fame Clothes (St. Hubert) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-quatre août 1949, changeant le nom de la compagnie "Alouette Clothes Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du seize janvier 1947, en celui de "Hall of Fame Clothes (St. Hubert) Ltd."

Hall of Fame Clothes (St. Hubert) Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of August, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Alouette Clothes Inc.", incorporated by letters patent dated January 16th, 1947, into that of "Hall of Fame Clothes (St. Hubert) Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25711 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, the 24th day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25711-o Assistant Deputy Attorney General.

Harricana Gold Mine Incorporated 1939
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux août 1949, à la compagnie "Harricana Gold Mine Incorporated 1939" (Libre de responsabilité personnelle) ratifiant son règlement no XIV augmentant son capital actions autorisé de \$4,000,000 à \$5,000,000 par la création de 1,000,000 d'actions ordinaires additionnelles de la valeur au pair de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25711 P. FRENETTE.

Harricana Gold Mine Incorporated 1939
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Harricana Gold Mine Incorporated 1939" (No Personal Liability), ratifying its By-Law No. XIV increasing its authorized capital stock from \$4,000,000 to \$5,000,000 by the creation of an additional 1,000,000 common shares of the par value of \$1 per share.

Dated at the office of the Attorney General, the 22nd day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25711-o Assistant Deputy Attorney General.

Laboratoire Vitalgine Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 août 1949, à la compagnie "Laboratoire Vitalgine Ltée", ratifiant son règlement no 53 augmentant son capital-actions de \$30,000 à \$70,000 par la création de 40,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25711-o P. FRENETTE.

Laboratoire Vitalgine Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of August, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Laboratoire Vitalgine Ltée", ratifying its By-law No. 53 increasing its capital stock from \$30,000 to \$70,000 by the creation of 40,000 additional common shares of a par value of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25711 Assistant Deputy Attorney General.

McGill Securities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du neuf août 1949, à la compagnie "McGill Securities Limited" ratifiant son Règlement N° 33 augmentant son capital actions de \$40,000 à \$60,000 par la création de 2,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25711 P. FRENETTE.

McGill Securities Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of August, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "McGill Securities Limited", ratifying its By-law No. 33 increasing its capital stock from \$40,000 to \$60,000 by the creation of 2,000 additional common shares of a par value of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 9th day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25711-o Assistant Deputy Attorney General.

Société Saint-Jean-Baptiste de la Région des Trois-Rivières Incorporée

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 10 août 1949, à la corporation "Société Saint-Jean-Baptiste des Trois-Rivières, Incorporée", constituée comme telle par lettres patentes en date du 16 avril 1934, ratifiant un règlement étendant ses pouvoirs en augmentant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder de \$5,000 à \$50,000, et changeant le nom de celle-ci en celui de "Société Saint-Jean Baptiste de la région des Trois-Rivières Incorporée".

Société Saint-Jean-Baptiste de la Région des Trois-Rivières Incorporée

Notice is hereby given that under provisions of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the tenth day of August, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the corporation: "Société Saint-Jean-Baptiste des Trois-Rivières, Incorporée", incorporated as such by letters patent dated the 16th day of April, 1934, ratifying a by-law extending its powers by increasing the amount to which the immovable property which the corporation may hold is limited, from \$5,000 to \$50,000, and changing its name into that of "Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières Incorporée."

Daté du bureau du Procureur général, le 10 août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25711-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25711 Assistant Deputy Attorney General.

St. Lawrence Advertising Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 8 août 1949, à la compagnie "St. Lawrence Advertising Limited", ratifiant son Règlement "B" subdivisant les 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune constituant le capital-actions de ladite compagnie, en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25711-o P. FRENETTE.

St. Lawrence Advertising Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the eighth day of August, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "St. Lawrence Advertising Limited", ratifying its By-law "B" subdividing the 200 common shares of a par value of \$100 each constituting the capital stock of the said company, into 20,000 common shares of a par value of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25711 Assistant Deputy Attorney General.

The Barrie Memorial Hospital

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 août 1949, à la corporation "The Barrie Memorial Hospital", constituée comme telle par lettres patentes en date du 25 mars 1939, ratifiant son règlement spécial "A" modifiant ses pouvoirs dont celui concernant la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder en portant cette valeur de \$20,000 à \$750,000.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25711-o P. FRENETTE.

The Barrie Memorial Hospital

Notice is hereby given that under provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of August, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the corporation "The Barrie Memorial Hospital", incorporated as such by letters patent dated the 25th day of March, 1939, ratifying its special By-law "A" amending its powers including that concerning the value of the immovable property which the corporation may hold and increasing the said value from \$20,000 to \$750,000.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25711 Assistant Deputy Attorney General.

Troiano and Son, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres supplémentaires en date du vingt-quatre août 1949, à la compagnie "Troiano and Son, Inc." ratifiant son règlement no 32, augmentant son capital actions de \$5,000 à \$40,000 par la création de 350 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre août 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25711 P. FRENETTE.

Troiano and Son, Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of August, 1949, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Troiano and Son, Inc.", ratifying its By-law No. 32 increasing its capital stock from \$5,000 to \$40,000 by the creation of 350 additional common shares of the par value of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 24th day of August, 1949.

P. FRENETTE,
25711-o Assistant Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

N° 999

Québec, le 7 septembre 1949

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif au métier de coiffeur pour dames dans le région de Montréal.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 999

Quebec, September 7, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Section "A"

CONCERNING amendments to the decree relating to the ladies' hairdresser's trade in the district of Montreal.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1343 du 29 mai 1941, relatif au métier de coiffeur pour dames dans la région de Montréal, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 16 juillet 1949;

ATTENDU QU'une objection a été formulée et qu'elle a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret numéro 1343, soit modifié comme suit:

1° La corporation suivante est ajoutée aux parties contractantes de première part:

"La Corporation des coiffeurs pour dames de la province de Québec, section des employés".

2° La corporation suivante est ajoutée aux parties contractantes de deuxième part:

"La Corporation des coiffeurs pour dames de la Province de Québec, section des employeurs".

3° Le nom de "La Fédération corporative des barbiers et coiffeurs de la Province de Québec" est radié de la liste des parties contractantes de deuxième part.

4° Le paragraphe "bb" suivant est ajouté à l'article I:

"bb) le mot "coiffeur" désigne toute personne qui a subi avec succès l'examen requis et qui a obtenu un certificat de qualification comme tel du Comité paritaire."

5° Les paragraphes "d", "e", "g" et "h" de l'article I sont remplacés par les suivants:

"d) Les termes "maître-coiffeur, coiffeur et compagnon-coiffeur réguliers" désignent tout maître-coiffeur, coiffeur ou compagnon-coiffeur travaillant au moins quarante-huit (48) heures par semaine."

"e) Les termes "maître-coiffeur, coiffeur et compagnon-coiffeur surnuméraires" désignent tout maître-coiffeur, coiffeur ou compagnon-coiffeur travaillant moins de quarante-huit (48) heures par semaine."

"g) Le terme "artisan-coiffeur" désigne tout maître-coiffeur ou coiffeur qui exerce son art seul pour son propre bénéfice, dans un salon de coiffure ou de beauté, selon les prescriptions du présent décret."

"h) Le mot "employeur" désigne toute personne, association ou corporation qui possède un ou plusieurs salons de coiffure ou de beauté, et qui retient les services d'un ou plusieurs maîtres-coiffeurs, coiffeurs, compagnons-coiffeurs ou apprentis-coiffeurs."

6° L'alinéa "i" du paragraphe "a" et les paragraphes "b" et "c" de l'article V sont remplacés par les suivants:

"A-i) pour les maîtres-coiffeurs ou coiffeurs réguliers: \$18.00 par semaine de quarante-huit (48) heures de travail, plus une commission de 20% sur toutes recettes au-dessus du double du salaire établi par convention entre l'employeur et le salarié."

"b) Tout travail supplémentaire, c'est-à-dire toutes les heures de travail faites par un maître-coiffeur, un coiffeur, un compagnon-coiffeur ou un apprenti-coiffeur, en plus de quarante-

WHEREAS pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by decree No. 1343 of May 29, 1941, relating to the ladies' hairdresser's trade in the district of Montreal, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 16, 1949;

WHEREAS an objection has been set forth and has been considered in accordance with the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree No. 1343 be amended as follows:

1. The Corporation hereafter mentioned is added to the contracting parties of the first part:

"La Corporation des coiffeurs pour dames de la Province de Québec, section des employés".

2. The Corporation hereafter mentioned is added to the contracting parties of the second part:

"La Corporation des coiffeurs pour dames de la Province de Québec, section des employeurs."

3. The name of the "Fédération corporative des barbiers et coiffeurs de la Province de Québec" is stricken off the list of contracting parties of the second part;

4. The following subsection "bb" is added to section I:

"bb) The word "hairdresser" means any person who has successfully passed the examination required and obtained a certificate of competency to that effect from the Parity Committee."

5. Subsections "d", "e", "g" and "h" of section I are replaced by the following:

"d) The words "regular hairdresser, master hairdresser, journeyman-hairdresser" include any hairdresser, master-hairdresser, or journeyman-hairdresser working a minimum of forty-eight (48) hours per week."

"e) The words "supernumerary hairdresser, master-hairdresser and journeyman-hairdresser" include any hairdresser, master hairdresser or journeyman-hairdresser working less than forty-eight (48) hours per week."

"g) The words "artisan hairdresser" mean any hairdresser or master-hairdresser plying his trade alone for his own benefit, in a hairdressing or beauty parlor, in conformity with the provisions of the present decree."

"h) The word "employer" means any person, association or corporation who owns one or more hairdressing or beauty parlors and who hires the services of one or more hairdressers, master-hairdressers, journeyman-hairdressers, or apprentice-hairdressers."

6. Paragraph "i" of section "a" and subsections "b" and "c" of section V are replaced by the following:

"A-i) for regular-hairdressers or master-hairdressers: \$18.00 per week for forty-eight (48) hours of work plus a 20% commission on all receipts exceeding twice the wages established by agreement between the employer and the employee."

"b) Overtime work, meaning the hours worked by a hairdresser, a master-hairdresser, a journeyman-hairdresser or an apprentice-hairdresser in excess of forty-eight (48) hours in a week

huit (48) heures par semaine, doit être rémunéré au prorata du salaire régulièrement payé audit salarié."

"c) Les taux minima de salaires des maîtres-coiffeurs, coiffeurs, compagnons et manucures surnuméraires sont de \$3.50 par jour plus 15% des recettes au-dessus du double de leur salaire, sans considération de fraction de journée."

7° Le paragraphe "f" suivant est ajouté à l'article V:

"f) Les salaires et commissions doivent être payés en argent chaque semaine. L'employeur doit, cependant, indiquer sur une feuille séparée dans l'enveloppe ou sur l'enveloppe: a) le nom et le prénom de l'employée; b) la date et la période de la paye; c) les heures de travail; d) le salaire horaire ou hebdomadaire et la commission; e) les déductions faites; f) le montant net payé."

8° Les deux opérations suivantes sont radiées de la liste des services apparaissant à l'article VI:

"Ondulation permanente à froid, cheveux courts.....	\$12.50
Ondulation permanente à froid, cheveux long.....	15.00"

9° Les alinéas 3, 4 et 5 du paragraphe "c" de l'article VII sont remplacés par les suivants:

"3° Le salon de beauté ou de coiffure, où un ou des apprentis sont en service, doit être sous la direction d'une personne détenant un certificat de qualification de maître-coiffeur ou de coiffeur émis par le Comité paritaire.

"4° Le nombre d'apprentis, dans un salon de coiffure ou de beauté, est réparti de la façon suivante et ne doit jamais excéder la proportion ci-dessous indiquée: ,

Un (1) apprenti par coiffeur ou maître ou compagnon-coiffeur régulier jusqu'au maximum de cinq (5) apprentis, nonobstant la présence d'un nombre supérieur de coiffeurs ou maîtres ou compagnons-coiffeurs réguliers."

"5° L'employeur est considéré comme maître-coiffeur, coiffeur ou compagnon-coiffeur ou apprenti-coiffeur s'il exerce lui-même le métier selon qu'il détient un certificat de qualification comme coiffeur, maître ou compagnon-coiffeur, et un carnet d'apprenti."

10° L'alinéa 9 du paragraphe "c" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"9° A l'expiration des trente-six mois de l'apprentissage, l'apprenti-coiffeur doit se présenter au Comité paritaire pour subir l'examen requis pour l'obtention d'un certificat de qualification à la condition toutefois qu'il soit détenteur d'un certificat attestant qu'il a suivi un cours d'hygiène reconnu par le Comité paritaire et subi avec succès les examens dudit cours.

A défaut par ledit apprenti-coiffeur de se présenter audit examen dans les trois mois suivant la fin de son apprentissage, il est privé du droit d'exercer les opérations faisant l'objet du présent décret, jusqu'à ce qu'il ait satisfait aux prescriptions de cet article.

Au cas d'insuccès de l'apprenti-coiffeur, ce dernier doit se présenter à nouveau aux examens, au cours des douze mois suivant immédiatement la date de son rapport d'examen.

Le défaut par l'apprenti-coiffeur de se présenter à l'examen de reprise dans les délais prescrits, ou le défaut par ce dernier de subir avec succès, dans lesdits délais, son examen, le prive du droit d'exercer les opérations faisant l'objet

shall be paid for at the prorata of the regular wages paid to the said employee."

"c) The minimum wage rates of supernumerary-hairdressers, master hairdressers, journeymen and manicures are \$3.50 per day plus 15% of the receipts exceeding twice their wages, irrespective of days partly worked."

7. The following subsection "f" is added to section V:

"f) Wages and commission shall be paid in cash each week. The employer shall, however, inscribe on a separate sheet in the envelope, or on the envelope itself: a) the name in full of the employee, b) the date and period of payment; c) the hours of work; d) the hourly or weekly rate of pay and the commission; e) the deductions made; f) the net amount paid."

8. The following two operations are stricken off the list of services mentioned in section VI:

"Permanent wave — cold process, short hair.....	\$12.50
Permanent wave — cold process, long hair.....	15.00"

9. Paragraphs 3, 4 and 5 of subsection "c" of section VII are replaced by the following:

"3. The hairdressing or beauty parlor with one or more apprentices shall be under the direction of a person holding a hairdresser's or master hairdresser's certificate of competency issued by the Parity Committee."

"4. The number of apprentices in a hairdressing or beauty parlor is divided as follows and shall never exceed the proportion hereunder given:

One (1) apprentice to each regular hairdresser, master-hairdresser or journeyman-hairdresser up to a maximum of five (5) apprentices even if there be a greater number of regular masters or journeyman hairdressers."

"5. The employer is considered as a hairdresser, a master-hairdresser, a journeyman-hairdresser or an apprentice-hairdresser when personally plying the trade, if he holds a certificate of competency as hairdresser, master-hairdresser or journeyman hairdresser, or an apprentice booklet.

10. Paragraph 9 of subsection "c" of section VII is replaced by the following:

"9. At the expiration of the thirty-six months of apprenticeship, the hairdresser-apprentice shall sit before the Parity Committee for an examination to obtain a certificate of competency. To do so, however, he must hold a certificate stating that he has attended a hygiene course approved by the Parity Committee and passed the examinations of said course.

Should a hairdresser-apprentice fail to sit for the examination within the three months following the end of his apprenticeship, he shall be deprived of the right to perform the services to which the present decree applies until he has complied with the provisions of this section.

In case of failure, the hairdresser-apprentice shall sit again for examinations in the course of the twelve months immediately following the date of examination reports.

Failure on the part of the hairdresser-apprentice to sit for the re-examination within the prescribed period, or to pass the said examination, shall deprive the said apprentice of the right to perform the operations to which the present

du présent décret, jusqu'à ce qu'il ait satisfait aux prescriptions de cet article."

11° Le paragraphe "d" de l'article VII est remplacé par le suivant:

"d) L'écolier-coiffeur ou l'apprenti-coiffeur doit au cours des trente-six mois de son apprentissage, suivre un cours complet d'hygiène reconnu par le Comité paritaire, et subir avec succès l'examen dudit cours en obtenant un certificat à cet effet.

L'écolier-coiffeur ou l'apprenti-coiffeur qui n'a pas suivi un cours complet d'hygiène reconnu par le Comité paritaire, au cours des trente-six mois d'apprentissage, peut cependant remplir cette condition de son apprentissage s'il suit un cours complet d'hygiène reconnu par le Comité paritaire, dans les douze mois de la fin de son apprentissage et subit avec succès l'examen dudit cours.

Le défaut par l'écolier-coiffeur ou l'apprenti-coiffeur de se conformer aux prescriptions mentionnées aux alinéas précédents dans les délais prescrits, prive l'apprenti du droit d'exercer les opérations faisant l'objet du présent décret, et lui enlève également le droit de se présenter à l'examen du Comité paritaire pour l'obtention d'un certificat de qualification, jusqu'à ce qu'il ait satisfait aux prescriptions de cet article.

Toutefois l'apprenti, au cas d'échec à son examen du cours d'hygiène, a le droit à un examen de reprise qu'il doit subir au cours des douze mois suivant la date du rapport de l'examen.

Au cas d'insuccès à l'examen de reprise, l'apprenti est privé du droit d'exercer les opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret, à quelque titre que ce soit, jusqu'à ce qu'il ait satisfait aux prescriptions de cet article."

12° Les paragraphes "b", "c" et "h" de l'article X sont remplacés par les suivants:

"b) Aucun coiffeur ou artisan, maître, compagnon ou apprenti-coiffeur pour dames ne peut exercer son métier ailleurs que dans les endroits ou établissements décrits dans le présent décret et dans les hôpitaux. Tout travail exécuté dans des conditions autres que celles du présent décret doit être considéré préalablement par le Comité paritaire."

"c) Chaque salon de beauté ou de coiffure, propriété d'une compagnie, d'une association, d'une corporation ou d'une personne qui ne pratique pas l'art de la coiffure, doit avoir comme gérant actif et permanent un employé porteur d'un certificat d'artisan ou de maître-coiffeur ou coiffeur pour dames."

"h) Dans chaque salon de coiffure ou de beauté, il doit y travailler régulièrement au moins un maître-coiffeur ou coiffeur.

Cependant, les personnes propriétaires d'un salon de coiffure ou de beauté, le ou avant le 31 mai 1947, détentrices d'un certificat de compagnon, ont les mêmes privilèges qu'un maître-coiffeur ou coiffeur.

Après cette date, toute personne détentrice d'un certificat de compagnon, cessant d'être propriétaire d'un salon de coiffure ou de beauté, est privée des privilèges dont jouissent les maîtres-coiffeurs ou coiffeurs, à moins d'obtenir son certificat comme tel."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

25727-0

Greffier du Conseil Exécutif.

decree applies, until he has complied with the provisions of this section."

11. Subsection "d" of section VII is replaced by the following:

"d) The hairdresser-student or the hairdresser apprentice shall, during the thirty-six months of his apprenticeship, attend a complete hygiene course approved by the Parity Committee and sit for an examination to obtain a certificate to that effect.

The hairdresser-student or the apprentice-hairdresser who has not attended a complete hygiene course approved by the Parity Committee during the thirty-six months of apprenticeship may, however, comply with this requirement by following a complete hygiene course approved by the Parity Committee within the twelve months following his apprenticeship and passing the examination thereof.

Failure on the part of the hairdresser-student or the hairdresser-apprentice to comply with the provisions mentioned in the foregoing paragraphs within the periods prescribed shall deprive the apprentice of the right to perform the operations to which the present decree applies and of the right to sit for the competency certificate examination before the Parity Committee, until he has complied with the provisions of this section.

However the apprentice, in the event of failure to pass the hygiene course examination, shall have the right to sit for a re-examination within the twelve months following the date of the examination report.

In the event of failure in the re-examination, the apprentice shall be deprived of the right to perform the operations covered by the professional jurisdiction of the decree, in any capacity whatsoever, until he has complied with the provisions of this section."

12. Subsections "b", "c" and "h" of section X will be replaced by the following:

"b) The hairdresser or artisan, master, journeyman or apprentice-hairdresser for ladies may ply his trade only in places or establishments described in the present decree and in hospitals. Any work done in conditions not stipulated in the present decree shall be previously considered by the Parity Committee."

"c) Each hairdressing or beauty parlor owned by a company, association, corporation or an individual who does not practise the art of hairdressing, shall be under the active and permanent management of an employee holding an artisan's or master-hairdresser's or hairdresser's certificate."

"h) In every hairdressing or beauty parlor, there shall be at least one (1) master hairdresser or hairdresser working regularly."

However, persons who owned a hairdressing or beauty parlor on or before May 31, 1947, and hold a journeyman's certificate shall have the same privileges as a master-hairdresser or hairdresser.

After that date, any person who holds a journeyman's certificate and ceases to own a hairdressing or beauty parlor is deprived of the privileges of master-hairdressers or hairdressers unless such person obtain a certificate as such."

(Document "A" annexed to Order in Council)

A. MORISSET,

25727-0

Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 999

Québec, le 7 septembre 1949.

Present: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "B"

CONCERNANT une correction du décret relatif à l'Industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE l'arrêté en conseil numéro 727-B du 7 juillet 1949, ayant modifié le décret numéro 1658 du 19 avril 1940 et amendements, relatif à l'Industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières, soit corrigé comme suit:

Au paragraphe "b" de l'article II, la description de la zone III est remplacée par la suivante: "Zone III. Toute la juridiction territoriale à l'exception des territoires compris dans les zones I et II."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

25727-o

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 999

Quebec, September 7, 1949.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Section "B"

CONCERNING a correction to the decree relating to the construction industry in the counties of Maskinongé, St. Maurice, Laviolette, Champlain and Trois Rivières.

IT IS ORDAINED upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT Order in Council No. 727-B of July 7, 1949, amending decree No. 1658 of April 19, 1940 and amendments, relating to the construction industry in the counties of Maskinongé, St. Maurice, Laviolette, Champlain and Trois Rivières be corrected as follows:

In subsection "b" of section II, the description of zone III is replaced by the following:

"Zone III. All the territorial jurisdiction excepting the territories comprised within zones I and II."

(Document "B" annexed to Order in Council)

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

25727-o

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 276540. Clara A. Laplante, épouse de Napoléon T. Hudon, artisan, tous deux des Cité et district de Montréal, demanderesse, vs Ledit Napoléon T. Hudon, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 8 septembre 1949.

Montréal, le 8 septembre 1949.

Le Procureur de la demanderesse,

LORENZO CAMIRAND.

25712-o

Canada, Province de Québec, District de Labelle, Cour Supérieure, N° 3229. Dame Eva Sirard, demanderesse, vs Liguori Daoust, défendeur.

Dame Eva Sirard épouse commune en biens de Liguori Daoust, restaurateur du village de Mont-Laurier, district de Labelle a institué ce jour une demande en séparation de biens contre son mari.

Mont-Laurier ce 6 septembre 1949.

L'Avocat de la demanderesse,

MAURICE LALONDE.

25713-o

AVIS LEGAL

Canada, province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure, N° 275694.— Dame Louise Leclair, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham Vincent, entrepreneur, des mêmes lieux, demanderesse vs Abraham Vincent, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15 août 1949.

Montréal, 9 septembre 1949.

Les Procureurs de la demanderesse,

MARIER & DECARY.

25734-o

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 276540. Clara A. Laplante, wife of Napoléon T. Hudon, artisan, both of the City and district of Montreal, plaintiff, vs the said Napoleon T. Hudon, defendant.

An action in partition of property has been instituted by the present in Court, on September 8th, 1949.

Montreal, September 8th, 1949.

LORENZO CAMIRAND,

For the plaintiff.

25712-o

Canada, Province of Quebec, District of Labelle, Superior Court, No. 3229. Dame Eva Simard, plaintiff; vs Liguori Daoust, defendant.

Dame Eva Sirard, wife common as to property of Liguori Daoust, restaurant-keeper, of the village of Mont-Laurier, district of Labelle has this day entered an action against her husband for separation as to property.

Mont-Laurier, September 6, 1949.

MAURICE LALONDE,

Attorney for the plaintiff.

25713

LEGAL NOTICE

Canada, Province of Quebec, District of Montreal. Superior Court, No. 275694. Dame Louise Leclair, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Abraham Vincent, contractor, of the same place, plaintiff; vs Abraham Vincent, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on August 15, 1949.

Montreal, September 9, 1949.

MARIER & DECARY,

Attorneys for the Plaintiff.

25734

Avis divers

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Joseph d'Alma", en date du 29 juin 1949, dont le siège social est situé à St-Joseph d'Alma, comté de Lac St-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 31 août 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25714-o JEAN BRUCHÉSI.

L'AQUEDUC DE ST-JACQUES DE MONTCALM
LIMITÉE

Extrait du procès-verbal d'une assemblée spéciale des actionnaires de la compagnie ci-haut mentionnée, tenue à Montréal le 16 juillet 1949: "Il est alors proposé et résolu à l'unanimité de porter de trois à cinq (3 à 5) le nombre des directeurs de la compagnie."

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire-trésorier,
25715-o JEAN DELAGE.

Avis est donné que, sur recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé, en date du 6 septembre 1949, les règlements un à douze inclusivement de "Dominion Bridge Recreation Club Inc.", conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles que modifiées par la Loi 10 Georges VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 9 septembre 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25716 JEAN BRUCHÉSI.

ESTEREL RESORTS LIMITED

Sommaire du règlement spécial "A"

Qu'il soit décrété:

Que tout l'actif de cette compagnie soit distribué entre les actionnaires à tel moment et de la manière qui sera déterminée par les directeurs.

Je, le soussigné, assistant-secrétaire de la compagnie "Esterel Resorts Limited", certifie et déclare, par les présentes, que le précédent est un sommaire conforme et exact, aux fins de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec, du règlement spécial "A" décrété et passé par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le 2 septembre 1949, et confirmé et approuvé subséquemment à une assemblée générale spéciale de ladite compagnie tenue à la même date par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie présents en personne à l'assemblée et représentant toutes les actions émises et en cours du capital-actions de la compagnie.

Daté le 2 septembre 1949.

(Seceau)

L'Assistant-secrétaire,
25717 C. B. COOKE.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Joseph d'Alma", under date the twenty-ninth day of June, 1949, whereof the head office is at St-Joseph d'Alma, county of Lake St. John, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this thirty-first day of August, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25714 Under Secretary of the Province.

L'AQUEDUC DE ST-JACQUES DE MONTCALM
LIMITÉE

Excerpt from the minutes of a special meeting of the shareholders of the above mentioned company, held at Montreal, on July 16, 1949.

"It is therefore moved and unanimously resolved to raise from three to five (3 to 5) the number of Directors of the company."

Certified true copy.

JEAN DELAGE,
25715 Secretary Treasurer.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved, on September 6th, 1949, By-Laws one to twelve inclusive of "Dominion Bridge Recreation Club Inc.", pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276), as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary,
the 9th of September, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25716-o Under-Secretary of the Province.

ESTEREL RESORTS LIMITED

Summary of Special By-Law "A"

Be it enacted:

That all the assets of this Company be distributed among the Shareholders at such time and in such manner as the Directors shall determine.

I, the undersigned, Assistant-Secretary of "Esterel Resorts Limited", do hereby certify and declare that the foregoing is a true and correct Summary, for purposes of Section 90 of the Quebec Companies Act, of Special By-law "A" enacted and passed by the Directors of the Company at a meeting held on the 2nd day of September, 1949, and subsequently confirmed and approved at a Special General Meeting of the Shareholders of said Company held on the said date by the unanimous vote of all of the Shareholders of the Company present in person at the Meeting and representing all of the issued and outstanding shares of capital stock of the Company.

Dated this 2nd day of September, 1949.

(Seal)

C. B. COOKE,
25717-o Assistant-Secretary.

AVIS CONCERNANT L'EXTINCTION DE LA "COOPÉRATIVE D'ÉLECTRICITÉ DE STE-CLOTHILDE", COMTÉ D'ARTABASKA

Monsieur Auguste Boisclair qui agissait à titre de secrétaire de la "Coopérative d'Électricité de Ste-Clothilde", comté d'Arthabaska, déclare que ladite coopérative est éteinte depuis le premier mars mil neuf cent quarante-neuf, conformément aux dispositions du deuxième paragraphe de l'article 368 du Code civil de la province de Québec.

L'OFFICE DE L'ÉLECTRIFICATION RURALE,
Le Secrétaire,
25724-o RODOLPHE LAPLANTE.

NOTICE CONCERNING THE EXTINCTION OF "COOPÉRATIVE D'ÉLECTRICITÉ DE STE-CLOTHILDE", COUNTY OF ARTHABASKA

Mr. Auguste Boisclair who was acting as secretary of the "Coopérative d'Électricité de Ste-Clothilde", county of Arthabaska, declares that the said Cooperative has been extinct since the first of March one thousand nine hundred and forty-nine, in conformity with the provisions of the second paragraph of article 368 of the Civil Code of the Province of Quebec.

RURAL ELECTRIFICATION BUREAU,
RODOLPHE LAPLANTE,
Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a décrété, le 10 septembre 1949, la fin de l'existence corporative du syndicat professionnel "Syndicat National Catholique des Travailleurs en Chaussures de St-Georges Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 20a de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles qu'ajoutées par la Loi 11 George VI, chapitre 52, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 14 septembre 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25729-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, under date of September 10, 1949, enacted the termination of the corporate existence of the professional syndicate "Syndicat National Catholique des Travailleurs en Chaussures de St-Georges Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 20a of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as added by the Act 11 George VI, chapter 52, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, September 14, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

**LES PRODUITS LAITIERS LAURENTIDE LIMITÉE
LAURENTIDE DAIRY PRODUCTS LIMITED**

Règlement No. IX

Règlement réduisant le nombre des directeurs de cinq à trois

"Attendu que pour le meilleur exercice des affaires de la compagnie, il est jugé désirable de réduire le nombre des directeurs de cinq à trois;

En conséquence, qu'il soit et il est par les présentes décrété ce qui suit, savoir:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit changé en réduisant le nombre des directeurs de cinq à trois;

Et que le règlement N° 1, paragraphe 3, soit modifié pour s'y conformer."

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
25730-o MAURICE BOULANGER, C.A.

**LES PRODUITS LAITIERS LAURENTIDE LIMITÉE
LAURENTIDE DAIRY PRODUCTS LIMITED**

By-law No. IX

By-law reducing the number of Directors from five to three.

"Whereas for the better carrying on of the affairs of the company, it is deemed desirable to reduce the number of directors from five to three.

Therefore, be it and it is hereby enacted as follows, to wit:

That the number of directors of the company be changed by reducing the number of the company's directors from five to three;

And that By-law No. 1, paragraph 3, be amended to conform therewith."

Certified true copy.

MAURICE BOULANGER, C.A.,
Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de Trans-Canada Shoe Ltd et Beaudin Ltée", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 septembre 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25749-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de Trans-Canada Shoe Ltd. et Beaudin Ltée", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 15, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Vendeurs Licenciés d'Automobiles" — "Association of Automobile Licensed Dealers", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 septembre 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25750-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Vendeurs Licenciés d'Automobiles" — "Association of Automobile Licensed Dealers", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 15, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
25750 Under Secretary of the Province.

Charte — Abandon de

ESTEREL RESORTS LIMITED

Conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Esterel Resorts Limited" donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il leur plaira de fixer.

Daté le 2 septembre 1949.
L'Assistant-secrétaire,
25718 C. B. COOKE.

Charter — Surrender of

ESTEREL RESORTS LIMITED

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Esterel Resorts Limited" hereby gives notice that this Company will apply to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter and its cancellation from a date to be fixed by them.

Dated this 2nd day of September, 1949.
C. B. COOKE,
25718-o Assistant-Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Foote, Cone & Belding International Corporation" a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créés en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

L'agent principal de ladite compagnie dans cette Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. Vincent Tutching, 925 édifice Dominion Square, cité de Montréal.

Le bureau principal de la corporation, pour la province de Québec, est à 925 édifice Dominion Square, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 14 septembre 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
25735 JEAN BRUCHÉSI.

Company Licensed to do Business

Notice is hereby given that the company "Foote, Cone & Belding International Corporation" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The chief agent of the said company in this Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. Vincent Tutching of 925 Dominion Square Building in the city of Montreal.

The principal office of the corporation for the Province of Quebec is at 925 Dominion Square Building in the city and judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 14th of September, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
25735-o Under Secretary of the Province.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 3 septembre 1949 du conseil de la paroisse de Ste-Madeleine de la Rivière Madeleine, comté de Gaspé-Ouest, et conformément aux dispositions de l'article 130 du

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of September 3, 1949, of the Council of the parish of Ste-Madeleine de la Rivière Madeleine, county of Gaspé-West, and pursuant to the provisions of article 130 of

Code municipal, il a autorisé, en date du 9 septembre 1949, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 9 septembre 1949.

Le Ministre des Affaires municipales,
25719 BONA DUSSAULT.

the Municipal Code he has authorized, under date, of September 9, 1949, that all public notices by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be, in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, September 9, 1949.

BONA DUSSAULT,
25719 Minister of Municipal affairs.

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 1er août 1949 du conseil du village de La Malbaie, comté de Charlevoix-Est, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du 15 septembre 1949, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la dite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se fassent, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 15 septembre 1949.

Le Ministre des Affaires Municipales,
25736-o BONA DUSSAULT.

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of August 1, 1949, of the Council of the village of La Malbaie, county of Charlevoix-East, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has authorized under date of September 15, 1949, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette* be made, in future in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, September 15, 1949.

BONA DUSSAULT,
25736 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Instruction publique

N° 918-48

Québec, le 9 septembre 1949.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* des 30 avril et 7 mai, 1949, concernant la municipalité scolaire de Rivière-à-Claude, il faut remplacer le mot "Rivière-à-Rebours" par "Ruisseau-Arbour", dans la deuxième ligne.

Pour le Surintendant,
B. O. FILTEAU.

25720-o

N° 1048-49

Québec, le 13 septembre 1949.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire d'Addington, dans le comté de Papineau, en celui de Lac-des-Plages.

Pour le Surintendant
de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

25747-37-2-o

N° 1019-47

Québec, le 14 septembre 1949.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 31 août 1949, de détacher de la municipalité scolaire du village de Compton, dans le comté de Compton, le lot 17-A du rang 7 et le lot 17-C, du même rang et du même canton, appartenant à monsieur Rolland Couture, et de les annexer à celui du canton de Compton, dans le même comté.

Pour le Surintendant
de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

25748-o

Department of Education

No. 918-48

Quebec, September 9, 1949.

ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* of April 30 and May 7, 1949, respecting the school municipality of Rivière-à-Claude, the name "Rivière-à-Rebours" must be replaced by "Ruisseau-Arbour", in the second line.

B. O. FILTEAU,
For the Superintendent.

25720

No. 1048-49

Quebec, September 13, 1949.

Application is made to change the name of the school municipality of Addington, in the county of Papineau to that of Lac-des-Plages.

J. P. LABARRE,
For the Superintendent
of Education.

25747-37-2

No. 1019-47

Quebec, September 14, 1949.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 31, 1949, to detach from the school municipality of the village of Compton, in the county of Compton, lot 17-A of range 7 and lot 17-C of same range, and same township, belonging to Mr. Rolland Couture, and to annex the same to that of the township of Compton, in the same county.

J. P. LABARRE,
For the Superintendent
of Education.

25748

N° 549-49

Québec, le 14 septembre 1949.

No. 549-49

Quebec, September 14, 1949.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 31 août 1949, de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Jean, dans le comté de Saint-Jean et d'annexer à la municipalité scolaire de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans le même comté, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Partant d'un point situé à l'extrémité est du chemin public vis-à-vis de la ligne nord du lot N° 77; de là, vers l'ouest en suivant cette ligne nord du lot N° 77 jusqu'à la ligne ouest de ce dernier lot; de là, vers le sud en suivant la ligne ouest de ce lot N° 77 jusqu'à la ligne sud de ce même lot; de là, vers l'est, en suivant cette ligne sud du lot N° 77 jusqu'à l'extrémité nord-ouest du lot N° 74; de là, vers le sud-est et le sud, en longeant l'extrémité sud-ouest des lots Nos 74, 72 et 63 jusqu'à la voie d'évitement des Chemins de Fer Nationaux; de là, vers l'ouest en longeant le côté nord de cette voie d'évitement jusqu'à et y compris le droit de passage des voies principales des Chemins de Fer Nationaux; de là, vers le sud-est en longeant le côté sud-ouest du droit de passage des voies principales des Chemins de Fer Nationaux jusqu'à la limite ouest de la Cité de Saint-Jean; de là, vers le nord en longeant la limite ouest de la Cité jusqu'au coin sud-ouest du lot 63; de là, vers l'est en longeant la limite sud de ce dernier lot jusqu'à un point situé à 3,120 pds du coin sud-est du lot N° 63; de ce dernier point vers le nord en longeant la limite ouest de la Cité de Saint-Jean jusqu'à la ligne sud du lot N° 77; de là, cette dernière ligne en la suivant vers l'est sur une distance de quatre cent quatre-vingt-cinq pds anglais plus ou moins, jusqu'au côté nord-ouest de l'ancien ruisseau Jackwood; puis de ce dernier point, en suivant la limite nord-ouest de la Cité de Saint-Jean, jusqu'à et y compris le chemin public longeant la rivière Richelieu.

Pour le Surintendant
de l'Instruction publique,
J.-P. LABARRE.

25748-o

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated August 31, 1949, to detach from the school municipality of the parish of Saint John's in the county of Saint John's, and to annex to the school municipality of Notre-Dame Auxiliatrice, in the same county, the territory hereinunder described, to wit:

Starting from a point situate at the eastern extremity of the public road opposite the north line of lot No. 77; thence, westward following the said north line of lot No. 77 as far as the west line of this latter lot; thence, southward following the west line of said lot No. 77 up to the south line of said same lot; thence, eastward following the said south line of lot 77 up to the northwest extremity of lot No. 74; Thence, southeast ward and southward, along the southwest extremity of lots Nos. 74, 72 and 63 as far as the siding of the Canadian National Railways; thence, westward, along the north side of the said siding up to and including the main right of way of the National Railways; thence, south-eastward along the southwest side of the main right of way of the National Railways up to the west limit of the city of St. John's; thence, northward along the west limit of the city as far as the southwest corner of lot 63; thence, eastward along the south limit of this last mentioned lot up to a point situate at 3,120 feet from the southeast corner of lot No. 63; from this last point northward along the west limit of the city of Saint John's up to the south line of lot No. 77; thence, this last line following it eastward for a distance of four hundred and eighty-five feet, English measure, more or less, up to the northwest side of the old Jackwood stream; then from the latter point, following the northward limit of the city of St. John's up to and including the public road running along the Richelieu River.

J. P. LABARRE,
For the Superintendent
of Education.

25748

Département du Travail

AVIS DE PRELEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint des barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec, établi en exécution du décret numéro 3365 du 1er septembre 1944 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 998 du 7 septembre 1949, section "B", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1949 au 1er septembre 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels, barbiers, coiffeurs, ou coiffeuses assujettis audit décret, doivent payer audit comité paritaire une somme

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Barbers and Hairdressers, Quebec Jurisdiction, formed under Decree number 3365 of September 1, 1944 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 998 of September 7th, 1949, part "B", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from September 1, 1949, to September 1st, 1950; it is laid in the following manner:

a) The professional employers — barbers, male or female hairdressers — governed by the said decree, shall pay to the Parity Committee a sum

équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations ou commissions qu'ils versent à leurs salariés des métiers visés par ledit décret.

b) Les salariés des deux sexes régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, commissions, bonis ou allocations.

c) Les artisans des deux sexes régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une cotisation de $\frac{1}{2}$ de 1% basée sur une rémunération hebdomadaire de \$40.00 s'il s'agit d'un barbier, d'un coiffeur ou d'un barbier-coiffeur dans les zones I et II. Dans les autres zones, cette cotisation de $\frac{1}{2}$ de 1% doit être basée sur une rémunération hebdomadaire de \$30.00 s'il s'agit d'un barbier, d'un coiffeur ou d'un barbier-coiffeur. Pour les coiffeuses, la cotisation de $\frac{1}{2}$ de 1% doit être basée sur une rémunération hebdomadaire de \$30.00 dans toute la juridiction territoriale du décret.

2. Mode de perception

Les employeurs professionnels et les artisans doivent transmettre mensuellement au Comité Paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit comité.

Les employeurs professionnels doivent retenir à même le salaire de chacun de leurs salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et en faire remise eux-mêmes audit comité en même temps que leurs propres cotisations.

Pour faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire exige que l'employeur professionnel lui fasse parvenir mensuellement un rapport détaillé des recettes enregistrées par chaque salarié à son emploi; ce rapport doit être fait sur une formule spécialement fournie à cette fin par ledit comité.

Le rapport accompagné des cotisations doit être transmis au comité paritaire entre le 1er et le 10 de chaque mois pour le mois précédent.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un estimé des recettes et des dépenses du Comité conjoint des barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec, pour la période comprise entre le 1er septembre 1949 et le 1er septembre 1950.

COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS ET COIFFEURS JURIDICTION DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des dépenses pour la période comprise entre le 1er septembre 1949 et le 1er septembre 1950.

Recettes:

Cotisations: ($\frac{1}{2}$ de 1%)	
Employeurs professionnels.....	\$1,600.00
Salariés.....	1,600.00
Artisans.....	3,600.00
Certificats de qualification.....	200.00
	\$7,000.00

Dépenses:

Salaires:	
Inspecteurs.....	\$1,660.00
Secrétariat.....	2,960.06
Frais d'inspection.....	250.00

equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the payroll, bonuses, allocations or commissions paid to their employees in the trades covered by the said decree.

b) The employees, male and female, governed by the said decree, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, commission, bonuses or allocations.

c) The artisans, male and female, governed by the decree shall pay to the Parity Committee an assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% based upon a weekly remuneration of \$40.00 in the case of a barber, a hairdresser or a barber-hairdresser, in zones I and II. As for the other zones, such assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% shall be based upon a weekly remuneration of \$30.00 in the case of a barber, a hairdresser or a barber-hairdresser. For female hairdressers, the assessment of $\frac{1}{2}$ of 1% shall be based upon a weekly remuneration of \$30.00 in the entire territorial jurisdiction of the decree.

2. Mode of collection

The professional employers and the artisans shall send every month, to the Parity Committee the assessments payable to the said committee.

The professional employers shall retain, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and send same, themselves, to the said committee together with their own assessments.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee requires every professional employer to transmit, every month, a complete report of the receipts of each employer in his employ; such report shall be made on special forms supplied for that purpose by the said committee.

The report, together with the assessments, shall be mailed to the Parity Committee between the 1st and the 10th day of each month for the preceding month.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers, District of Quebec, for the period between September 1st, 1949, and September 1st, 1950.

THE JOINT COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS, QUEBEC JURISDICTION

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 1st, 1949, and September 1st, 1950.

Receipts:

Assessments: ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$1,600.00
Employees.....	1,600.00
Artisans.....	3,600.00
Certificates of competency.....	200.00
	\$7,000.00

Disbursements:

Salaries:	
Inspector.....	\$1,660.00
Secretary's office.....	2,960.06
Inspection expenses.....	250.00

Frais d'enquête.....	200.00	Investigation expenses.....	200.00
Frais d'examen.....	200.00	Examination expenses.....	200.00
Frais légaux.....	540.00	Legal fees.....	540.00
Loyer du bureau.....	284.00	Office rent.....	284.00
Papeterie.....	150.00	Stationery.....	150.00
Timbres et téléphone.....	125.00	Stamps and telephone.....	125.00
Amortissement.....	7.50	Amortization.....	7.50
Assurance-chômage.....	37.44	Unemployment insurance.....	37.44
Assurance-garantie.....	10.00	Fidelity Bond.....	10.00
Vérification des livres.....	60.00	Audition.....	60.00
Jetons de présence.....	216.00	Meeting expenses.....	216.00
Dépenses de voyages et divers.....	300.00	Travelling expenses and miscellaneous	300.00
	\$7,000.00		\$7,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 septembre 1949. 25728-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 17, 1949. 25728-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Granby, établi en exécution du décret numéro 1847 du 10 septembre 1938 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 998 du 7 septembre 1949, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisations

La période de cotisation s'étend du 17 septembre 1949 au 17 septembre 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% du salaire fixe et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% du salaire hebdomadaire moyen du compagnon, soit \$22.00 pour le boulanger, \$22.00 pour le pâtissier et \$22.00 pour le distributeur de pain.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leur salaire fixe et des pourcentages reçus.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail régulières et supplémentaires, le métier, le montant du salaire payé et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois. L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Baking and Pastry-Making Industry of Granby, formed under decree No. 1847, of September 10, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 998 of September 7th, 1949, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act R.S.Q., 1941, chapter 163, and amendments) to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from September 17, 1949 to September 17th, 1950 and applies as follows:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees governed by the decree.

b) The artisans governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the weekly wages fixed for the lowest paid journeyman, namely \$22.00 for the baker, \$22.00 for the pastry-maker and \$22.00 for the bread deliverer.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall apply the professional employers with report forms indicating the regular and overtime hours of labour, the trade, the wages paid, and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that the reports be filed in and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee.

taire. Le comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au comité paritaire le ou avant le cinq de chaque mois.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Granby, pour la période se terminant le 17 septembre 1950.

COMITE PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA BOULANGERIE ET DE LA PATISserie DE GRANBY

Etat des recettes et des dépenses probables pour la période se terminant le 17 septembre 1950.

Recettes:	
Cotisations des employeurs professionnels et des artisans ($\frac{1}{4}$ de 1%).	\$200.00
Cotisations des salariés ($\frac{1}{4}$ de 1%).	200.00
	<u>\$400.00</u>

Dépenses:	
Salaire du secrétaire et inspecteur.	210.00
Electricité, loyer, téléphone.	70.00
Timbres, impressions, papeterie, etc.	35.00
Frais légaux.	40.00
Divers.	45.00
	<u>\$400.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 septembre 1949 25728-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'Industrie du Lait de Québec, établi en exécution du décret numéro 481 du 5 mai 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 998 du 7 septembre 1949, section "D", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au premier mars 1950; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'Industrie du Lait assujettis audit décret numéro 481, doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires qu'ils versent à leurs employés régis par ledit décret.

b) Tous les artisans assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une somme

tee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the fifth day of each month.

3. Financial Report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Baking and Pastry-Making Industry of Granby, for the period ending September 17th 1950.

PARITY COMMITTEE OF THE BAKING AND PASTRY-MAKING INDUSTRY OF GRANBY

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending September 17th, 1950.

Receipts:	
Professional employers and artisans' assessments ($\frac{1}{4}$ of 1%).	\$200.00
Employees' assessments ($\frac{1}{4}$ of 1%).	200.00
	<u>\$400.00</u>

Expenses:	
Salaries: Secretary and Inspector.	210.00
Electricity, rent, telephone.	70.00
Stamps, printing, stationery, etc.	35.00
Legal fees.	40.00
Miscellaneous.	45.00
	<u>\$400.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 17th, 1949. 25728-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Milk Industry of Quebec, formed under decree number 481 of May 5th, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 998 of September 7, 1949 part "D" in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to the 1st of March 1950 and is laid in the following manner:

a) The professional employers, of the milk industry, governed by the said decree No. 481, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees governed by the decree.

b) All artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent

équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le salarié le moins rémunéré dans leur occupation.

c) Tous les salariés de l'Industrie du Lait, régis par ledit décret, numéro 481, doivent verser au comité paritaire une cotisation équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

L'employeur professionnel et l'artisan doivent faire parvenir leurs cotisations mensuellement au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit percevoir les cotisations de ses salariés à même le salaire qu'il est tenu de leur payer et en faire remise au comité paritaire en même temps que sa propre cotisation.

Sur refus d'un employeur de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21 de la Loi de la Convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie du Lait de Québec, pour la période comprise entre le 1er septembre 1949 et le 1er mars 1950.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DU LAIT DE QUÉBEC

Recettes et déboursés probables pour la période comprise entre le 1er septembre 1949 et le 1er mars 1950.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$1,750.00
Salariés	1,750.00
Artisans	100.00
	\$3,600.00

Déboursés:

Loyer du bureau	\$ 180.00
Salaire du secrétaire-trésorier	1,005.00
Salaire de l'inspecteur	1,167.00
Frais d'inspection	200.00
Sténographie	362.00
Frais légaux	100.00
Vérification	30.00
Papeterie	50.00
Timbres	25.00
Frais de déplacement	300.00
Dépenses non prévues et frais généraux	181.00
	\$3,600.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 septembre 1949. 25728-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (S. R. Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne

lent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for an employee in the same branch of the trade.

c) The employees of the milk industry, governed by the said decree, No. 481, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages.

2. Mode of collection

The professional employer and the artisan shall send their assessments every month to the Parity Committee.

The professional employer shall collect the assessments of his employees from the wages paid to them and remit same to the Parity Committee together with his own assessments.

Should an employer refuse to pay or to give the necessary information, he will be given 5 days notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Milk Industry of Quebec, for the period between September 1, 1949, and March 1, 1950.

PARITY COMMITTEE OF THE MILK INDUSTRY OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 1, 1949, and March 1, 1950.

Probable Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers	\$1,750.00
Employees	1,750.00
Artisans	100.00
	\$3,600.00

Probable Expenses:

Rent	\$ 180.00
Salary of Secretary-Treasurer	1,005.00
Salary of the Inspector	1,167.00
Inspection expenses	200.00
Stenographer	362.00
Legal fees	100.00
Audition	30.00
Stationery	50.00
Stamps	25.00
Travelling expenses	300.00
Unforeseen and general expenses. ...	181.00
	\$3,600.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, September 17, 1949. 25728-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (R. S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice

avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 1090 du 7 mars 1940, relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans la région de Québec, à l'effet de modifier le dit décret et ses amendements, de la façon suivante:

1° A l'article III, la dernière phrase du sous-paragraphe 3 du paragraphe "b", commençant par les mots "Tout travail fait. . .", sera radiée.

2° A l'article III, le dernier alinéa du paragraphe "b" sera abrogé et remplacé par le suivant:

"En dehors des heures mentionnées, ci-haut, un employeur, un employeur professionnel ou un salarié ne peuvent travailler et un employeur ou un employeur professionnel ne peuvent faire travailler un salarié dans un établissement régi par le présent décret."

3° Le sous-paragraphe "4" suivant sera ajouté au paragraphe "f" de l'article IV:

"4. Travail supplémentaire fait après 1.00 p.m. le samedi, du 15 juin au 15 septembre: Salaire double."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 septembre 1949. 25728-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements) l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction et de la Réparation mécanique de la région de Québec à l'effet de modifier le décret numéro 973 du 30 juin 1948 et amendements, relatif à l'industrie de la construction et de la réparation mécanique dans la région de Québec, de la façon suivante:

Le paragraphe "c" de l'article VII sera radié et remplacé par le suivant:

"c) Au terme de son apprentissage tout apprenti a droit à une augmentation de 10% sur le salaire de l'apprenti de 4ème année et à une deuxième augmentation de 10% après une période additionnelle de pas moins de six mois. Au terme de ce deuxième 10%, l'apprenti devra subir un examen devant le bureau des examinateurs. Selon le résultat de cet examen, l'apprenti sera classé compagnon ou demeurera apprenti de 4ème année, deuxième 10%. Cet examen peut être répété à toutes les périodes additionnelles d'une année d'apprentissage."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 septembre 1949. 25728-o

that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by decree No. 1090 of March 7, 1940, relating to the hardware, ironware, paint and building materials trades in the district of Quebec have submitted to him a petition to amend the said decree and its amendments in the following manner:

1. In section III, the last sentence of paragraph 3 of subsection "b", beginning by the words "Work performed. . ." shall be deleted.

2. In section III, the last sub-paragraph of subsection "b" shall be abrogated and replaced by the following:

"Outside the hours mentioned above, an employer, a professional employer or an employee shall not work and an employer or a professional employer shall not have an employee work in an establishment subject to the present decree."

3. The following paragraph "4" shall be added to subsection "f" of section IV:

"4. Overtime worked after 1.00 p.m. on Saturday, from June 15 to September 15: Double time."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 17, 1949. 25728-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S. Q. 1941, chapter 163 and amendments) the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the "Comité paritaire de l'Industrie de la Construction et de la Réparation mécanique de la région de Québec" has submitted to him a petition to amend, in the following manner, decree No. 973 of June 30, 1948 and amendments, relating to the building and mechanical engineering industry in the district of Quebec:

Subsection "c" of section VII shall be stricken off and replaced by the following:

"c) At the expiration of his apprenticeship period every apprentice is entitled to an increase of 10% on the wages of the fourth year apprentice and to a second 10% increase after an additional period of not less than six months. At the expiration of such second 10%, the apprentice shall undergo an examination before the board of examiners. According to the result of the said examination, the apprentice shall be classified as journeyman or shall remain fourth year apprentice, second 10%. Such examination may be repeated after every additional apprenticeship period of one year."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September 17, 1949. 25728-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements généraux du Comité paritaire de l'industrie du Lait de Québec, établi en exécution du décret numéro 481 du 5 mai 1949 et dont le siège social est situé dans la cité de Québec, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 998 du 7 septembre 1949. (Section "C").

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 septembre 1949.

25728-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and general by-laws of "Le Comité paritaire de l'industrie du Lait de Québec", formed under Decree number 481 of May 5, 1949, and whose corporate seat is in the City of Quebec, have been approved by Order in Council No. 998 of September 7, 1949 (Part "C").

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 17, 1949.

25728-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 1764 du 2 septembre 1938 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel;

Les dispositions suivantes seront ajoutées à la fin du paragraphe "a" de l'article II:

"*Dispositions spéciales:* Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ne sont pas assujetties aux dispositions du présent décret, pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent, pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueduc, d'égout, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas cependant aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte des dites cités, villes ou corporations municipales."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 septembre 1949.

25728-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendment, to the decree number 1764 of September 2nd, 1938 and amendments relating to the building industry in the Sorel District:

The following provisions shall be added to subsection "a" of section II:

"*Special provisions:* Notwithstanding any other provisions, the cities and towns and the municipal corporations are not governed by the provisions of the present decree inasmuch as repair or maintenance work on their own buildings are concerned; inasmuch also, as construction, rebuilding or maintenance works on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks and other similar operations performed on their immediate control are concerned. The exemption does not apply, however to contractors or sub-contractors carrying on the same operations on their behalf or by the job for the said cities, towns or municipal corporations."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 17, 1949.

25728-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue par l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 657 du 13 mai 1948 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans le comté de Terrebonne.

Les dispositions suivantes seront ajoutées au paragraphe "b" de l'article II:

"*Dispositions spéciales:* Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ne sont pas assujetties aux dispositions du présent décret, pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent, pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'en-

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set fourth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 657 of May 13, 1948 and amendments, relating to the construction industry in the county of Terrebonne.

The following provisions shall be added to subsection "b" of section II:

"*Special provisions:* Notwithstanding any other provisions, the cities and towns and the municipal corporations are not governed by the provisions of the present decree inasmuch as repair or maintenance work on their own buildings are concerned; inasmuch also, as construction, rebuilding or maintenance works on aqueducts, sewers,

tretien d'aqueduc, d'égoût, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas cependant aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte des dites cités, villes ou corporations municipales."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 17 septembre 1949.

25738-o

pavings, sidewalks and other similar operations performed on their immediate control are concerned. The exemption does not apply, however, to contractors or sub-contractors carrying on the same operations on their behalf or by the job for the said cities, towns or municipal corporations."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Quebec, September 17th 1949

25738-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts réformés de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 2678 du 12 juillet 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Saint-Hyacinthe, Bagot et Rouville.

Les dispositions suivantes seront ajoutées à l'article II:

"*Dispositions spéciales:* Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ne sont pas assujetties aux dispositions du présent décret, pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent, pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueduc, d'égoût, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas cependant aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte des dites cités, villes ou corporations municipales."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 17 septembre 1949.

25738-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 2678 of July 12th, 1940 and amendments, relating to the building industry in the counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville.

The following provisions shall be added to section II:

"*Special provisions:* Notwithstanding any other provisions, the cities and towns and the municipal corporations are not governed by the provisions of the present decree inasmuch as repair or maintenance work on their own buildings are concerned; inasmuch also, as construction, rebuilding or maintenance works on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks and other similar operations performed on their immediate control are concerned. The exemption does not apply, however, to contractors or sub-contractors carrying on the same operations on their behalf or by the job for the said cities, towns or municipal corporations."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, September 17th 1949.

25738-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts réformés de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation de la modification suivante au décret numéro 1407 du 3 avril 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier, Montcalm et l'Assomption.

Les dispositions suivantes seront ajoutées au paragraphe "a" de l'article I:

"*Dispositions spéciales:* Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ne sont pas assujetties aux dispositions du présent décret, pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent, pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'en-

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendment to the decree number 1407 of April 3rd, 1940 and amendments, relating to the construction industry in the counties of Joliette, Berthier, Montcalm and l'Assomption.

The following provisions shall be added to subsection "a" of section I:

"*Special provisions:* Notwithstanding any other provisions, the cities and towns and the municipal corporations are not governed by the provisions of the present decree inasmuch as repair or maintenance work on their own buildings are concerned; inasmuch also, as construction, rebuilding or maintenance works on aqueducts, sewers,

trietion d'aqueduc, d'égoût, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas cependant aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 septembre 1949.

25738-o

pavings, sidewalks and other similar operations performed on their immediate control are concerned. The exemption does not apply, however, to contractors or sub-contractors carrying on the same operations on their behalf or by the job for the said cities, towns or municipal corporations."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 17th 1949.

25738-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention Collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité Paritaire de l'Industrie des Accessoires de Mode dans l'Île de Montréal lui a présenté une requête à l'effet d'amender comme suit le décret numéro 99, du 29 janvier 1948 et amendements, relatif à l'industrie de la broderie dans l'Île de Montréal et un rayon de dix (10) milles de ses limites:

1. Que l'article III donnant la définition des métiers soit amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

j) "Le terme mécanicien de machine Bonnaz à manette enclanchée (*Frozen Handle Bonnaz Operator*) désigne toute personne qui voit seulement au fonctionnement d'une machine Bonnaz ayant une manette fixe ou enclanchée (*frozen or locked handle*).

2. Que le paragraphe (f) de l'article XI se rapportant aux taux horaires payables aux apprentis mécaniciens Bonnaz soit amendé en remplaçant ladite cédule de taux qui suit les mots: "Un apprenti mécanicien Bonnaz doit recevoir des augmentations de salaire comme suit":

par la cédule suivante:

	par heure
Premier six mois	\$0.35
Après six mois	0.41
Après 12 mois	0.47
Après 18 mois	0.53
Après 24 mois	0.60
Après 30 mois	0.68
Après 36 mois	0.75
Après 42 mois	0.85

3. Que ledit article XI soit amendé en y ajoutant le paragraphe (g) suivant:

"g) La période d'apprentissage des apprentis mécaniciens de machine Bonnaz à manette enclanchée sera de deux ans et les salaires payés aux apprentis seront les suivants:

	par heure
Premier six mois	\$0.35
Après six mois	0.41
Après 12 mois	0.47
Après 18 mois	0.53
Après 24 mois	0.60

4. Que l'article XV intitulé vacances payées soit amendé en y ajoutant, après le dernier alinéa, ce qui suit:

"Les deux premières semaines du mois de juillet de chaque année constitueront la période des vacances, et aucun employeur ne fera faire de travail dans la juridiction industrielle de ce décret

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal has presented to him a request to amend the decree number 99 of January 29, 1948 and amendments, relating to the embroidery industry in the Island of Montreal and a radius of ten (10) miles from its limits, in the following manner:

1. That Section III relating to the Definition of Crafts, be amended by adding the following sub-paragraph:

j) "A Frozen Handle Bonnaz Operator" means any person who is able to work only on a Bonnaz machine with a frozen or locked handle.

2. That Sub-section (f) of Section XI, relating to the hourly rates payable to Bonnaz apprentice operators be amended by replacing the said Schedule of rates, which follows the words: "An apprentice Bonnaz operator shall be increased in salary as follows":

with the following:

	per hour
First six months	\$0.35
After six months	0.41
After 12 months	0.47
After 18 months	0.53
After 24 months	0.60
After 30 months	0.68
After 36 months	0.75
After 42 months	0.85

3. That the said Section XI be further amended by adding thereto, the following, as sub-section (g):

"g) Apprentice Frozen Handle Bonnaz Operators shall be graduated in two years on the following basis:

	per hour
First six months	\$0.35
After six months	0.41
After 12 months	0.47
After 18 months	0.53
After 24 months	0.60

4. That section XV entitled "Vacation with pay" be amended by adding after the last paragraph, the following:

"The first two weeks of the month of July in each year shall constitute the vacation period, and no employer shall cause any work within the industrial jurisdiction of this Decree to be

durant ladite période, et aucun employé ne fera de tel travail durant cette même période."

5. Que les mots "industrie des accessoires de mode" soient substitués aux mots "industrie de la broderie" partout où l'on trouve ces derniers dans ledit décret numéro 99 du 29 janvier 1948 et amendements et dans l'arrêté numéro 199 du 19 février 1948 et amendements.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 septembre 1949. 25738-o

done during the said period, and no employee shall perform any such work during the said period."

5. That the word "Fashion Accessories Industry" be substituted for the words "Embroidery Industry" wherever the latter appear in said Decree No. 99 of the 29th, January, 1948, and amendments, and Order in Council No. 199 of the 19th, February, 1948, and amendments.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 17 1949. 25738-o

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Agathe des Monts, maintenant ville de Ste-Agathe des Monts. Division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que dans le rang III, canton de Beresford, le lot 12-B-1; partie du lot 12-B-4, les lots 12-B-5 à 12-B-9; le lot 12-B-2; les lots 12-B-4-1, 12-B-4-3 et 12-B-4-4; le lot 12-B-10-1; le lot 12-B-10-5-2, partie des lots 12-B-10-5-1 et 12-B-10-5-3; les lots 12-B-10-5-1-2, 12-B-10-5-3-2 et 12-B-10-6-2; les lots 12-B-14, 12-B-15, 12-B-17, 12-B-18, 13-C-2, 13-C-4, 13-C-7, 13-C-8, 13-C-9, partie des lots 12-B-10 et 12-B-12; les lots 12-B-21, 12-B-1-1, 12-B-1-2, 12-B-1-3, 12-B-10-2, 12-B-10-3, 12-B-10-4, 12-B-10-7, 12-B-10-8, 12-B-10-9, 12-B-10-10, 12-B-10-11, 12-B-10-12, 12-B-10-13, 12-B-10-14, partie des lots 12-B-10-5, et 12-B-10-6; les lots 13-C-2-1 et 13-C-2-2; le lot 13-C-13; sont annulés en vertu des articles 17 et 18, chap. 320 des Statuts Refondus de la Province de Québec.

Québec, le 20 juillet 1949.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

25737-o

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste. Agathe-des-Monts, now Town of Ste. Agathe-des-Monts. Registration Division of Terrebonne.

Notice is hereby given that, in Third Range Township of Beresford, lot 12-B-1; part of lot 12-B-4, lots 12-B-5 to 12-B-9; lot 12-B-2; lots 12-B-4-1, 12-B-4-3 and 12-B-4-4; lot 12-B-10-1; lot 12-B-10-5-2, part of lots 12-B-10-5-1 and 12-B-10-5-3; lots 12-B-10-5-1-2, 12-B-10-5-3-2 and 12-B-10-6-2; lots 12-B-14, 12-B-15, 12-B-17, 12-B-18, 13-C-2, 13-C-4, 13-C-7, 13-C-8, 13-C-9, part of lots 12-B-10 and 12-B-12; lots 12-B-21, 12-B-1-1, 12-B-1-2, 12-B-1-3, 12-B-10-2, 12-B-10-3, 12-B-10-4, 12-B-10-7, 12-B-10-8, 12-B-10-9, 12-B-10-10, 12-B-10-11, 12-B-10-12, 12-B-10-13, 12-B-10-14, part of lots 12-B-10-5 and 12-B-10-6; lots 13-C-2-1 and 13-C-2-2; and lot 13-C-13 are cancelled in virtue of Articles 17 and 18 chap. 320 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941.

Quebec, July the 20th, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

25737-o

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT

CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Grégoire.....	Gilles.....	23	Québec.....	St-Louis de Gonzague, Collège Garnier.

Québec, le 7 septembre 1949 — Quebec, September 7, 1949.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAUDEAU,
Secretary of the Bar of Quebec.

25742-87-2-o

Erratum

Dans l'arrêté en conseil numéro 977 du 31 août 1949, concernant des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, publié dans le numéro de la *Gazette officielle de Québec* en date du 10 septembre 1949, aux pages 2130 et 2131, les mots "mark of stamp" apparaissant dans la version anglaise du dernier alinéa du paragraphe "a" de l'article XXI-A doivent se lire "mark or stamp" et dans la version anglaise du paragraphe "i" du même article, les mots "unseizable and" doivent être radiés.

25733

Erratum

In the English version of Order in Council No. 977 of August 31, 1949, concerning amendments to the decree relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, published in the number of the *Quebec Official Gazette* dated the 10th of September 1949, on pages 2130 and 2131, the words "mark of stamp" mentioned in the last paragraph of subsection "a" of section XXI-A should read "mark or stamp" and in subsection "i" of the same section, the words "unseizable and" should be deleted.

25733

Lettres patentes

L'Association Canadienne d'Urbanisme, —
Division de la Province de Québec
The Community Planning Association of
Canada — Quebec Provincial Division

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix septembre 1949, constituant en corporation sans capital-actions: J. Antonio Lalonde, ingénieur civil, de la cité d'Outremont, district judiciaire de Montréal, André Duval, notaire public, Emile Nadeau, médecin-hygiéniste, tous deux des cité et district judiciaire de Québec, et Pierre Saintonge, marchand de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faciliter la compréhension de l'Urbanisme et y gagner la confiance de la population, sous le nom de "L'Association Canadienne d'Urbanisme, —Division de la Province de Québec"—The Community Planning Association of Canada—Quebec Provincial Division."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix septembre 1949.

L'Assistant-procureur général suppléant,
25743-o C. E. CANTIN.

Canada,
Province de
Québec,
[L. S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT;

LETTRES PATENTES

ATTENDU que la Loi des cités et villes décrète que le Lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, après l'accomplissement des formalités prescrites, le territoire d'une municipalité de village en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

Letters Patent

L'Association Canadienne d'Urbanisme, —
Division de la Province de Québec
The Community Planning Association of
Canada — Quebec Provincial Division

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters Patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of September, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: J. Antonio Lalonde, civil engineer, of the city of Outremont, judicial district of Montreal, André Duval, notary public, Emile Nadeau, physician hygienist, both of the city and judicial district of Quebec, and Pierre Saintonge, merchant of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To foster public understanding of and participation in, community planning in Canada, under the name of "L'Association Canadienne d'Urbanisme, —Division de la Province de Québec"—"The Community Planning Association of Canada—Quebec Provincial Division."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of September, 1949.

C. E. CANTIN,
25743 Assistant Deputy Attorney General.

Canada,
Province of
Quebec,
[L. S.] EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

LETTERS PATENT

WHEREAS the Cities and Towns Act enacts that the Lieutenant-Governor in Council may, by letters patent, after fulfilment of the formalities prescribed, erect the territory of a village municipality into a town municipality, if it contains a population of at least two thousand souls;

ATTENDU que le conseil de la municipalité du village de La Sarre, dans le comté de l'Abitibi, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 4 juillet 1949, Nous a présenté une requête demandant que le territoire de ladite municipalité du village de La Sarre, tel que décrit dans la description officielle du département des terres et forêts en date du 20 juillet 1949, soit érigé en municipalité de ville comprenant un seul quartier représenté par six échevins, conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1941), ch. 233;

ATTENDU que la population de la municipalité du village de La Sarre, établie par le recensement fait conformément à la loi, est de deux mille sept cent trente-cinq âmes;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le N° 910, en date du 17 août 1949, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton de La Sarre, dans le comté d'Abitibi, comprenant, en référence aux cadastres officiels faits pour le village de La Sarre et pour le canton de La Sarre, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et à venir, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant d'un point sur l'axe de la rivière La Sarre dans le prolongement de la ligne sud de la 9ième avenue portant le N° 873 du cadastre officiel du village de La Sarre; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: le dit axe de la rivière La Sarre jusqu'à l'axe de la rivière du Sud et l'axe de la rivière du Sud jusqu'au prolongement de la ligne séparant le lot 26 du rang VII du canton de La Sarre d'avec les lots 670, 671, 672 et 673 du village de La Sarre; le dit prolongement et la dite ligne dernière nommée; de là, en référence au cadastre officiel du canton de La Sarre, la ligne séparative des lots 26 et 27 du rang VII; la ligne séparative des rangs VII et VIII sur la largeur des lots 27, 28 et 29 du rang VII; la ligne séparative des lots 29 et 30 du rang VIII et son prolongement à travers le chemin de front du dit rang; la ligne séparant le lot 30 des lots 29-E, 29-29, 29-28, 29-27 et 29-D du rang VI prolongée à travers la rivière du Sud et le droit de voie du chemin de fer Canadien-National; le côté sud du dit droit de voie du dit chemin de fer jusqu'à la ligne séparative des lots 29-B et 29-C du rang VI, cette dernière ligne prolongée jusqu'à l'axe du chemin de front du rang VI; le dit axe du dit chemin sur la largeur des lots 29-B, 29-A, 28 et 27 du rang VI, le prolongement jusqu'à l'axe du chemin de la ligne séparative des lots 26 et 27 du rang VI et la dite ligne jusqu'à la ligne sud de la 9ième avenue du village de La Sarre et enfin la dite ligne sud de la 9ième avenue portant le N° 873 du cadastre officiel du village de La Sarre; et son prolongement dans la rivière La Sarre jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec tous les chemins, rues, ruelles, emprise de chemin de fer, rivières, cours d'eau, ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites, constituant la municipalité actuelle du village de La Sarre, laquelle cesse d'exister, sera érigé en municipalité de ville, sous le nom de "Ville de La Sarre".

La municipalité de la ville de La Sarre n'aura qu'un seul quartier, et l'endroit de la première session générale du conseil aura lieu dans la

WHEREAS the Council of the municipality of La Sarre, in the county of Abitibi in conformity with a resolution regularly adopted at its meeting of July 4, 1949, has presented to Us a petition requesting that the territory of the said municipality of the Village of La Sarre, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, under date of July 20, 1949, be erected into a town municipality, comprising one single ward represented by six aldermen, in conformity with the provisions of paragraph 3 of section 15 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1941, ch. 233);

WHEREAS the population of the Municipality of the Village of La Sarre, established by the census taken according to law, is two thousand seven hundred and thirty-five souls;

WHEREAS all the formalities prescribed by Law have been fulfilled;

Therefore, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an Order bearing No. 910, dated, August 17, 1949, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate in the township of La Sarre, in the county of Abitibi, comprising, with reference to the official cadastres made for the Village of La Sarre and for the township of La Sarre all the lots or parts of lots and subdivisions thereof, present and future, enclosed within the following boundaries, to wit: starting from a point on the axis of the River La Sarre, in the prolongation of the south line of the 9th avenue, bearing No. 873 of the official cadastre for the Village of La Sarre; thence, passing through the following lines and demarcations successively: the said axis of the River La Sarre, as far as the axis of the "Rivière du Sud" and the axis of the "Rivière du Sud" as far as the prolongation of the line separating lot 26 of range VII of the township La Sarre from lots 670, 671, 672 and 673 of the Village of La Sarre; the said prolongation and the said last-named line; thence, with reference to the official cadastre for the township La Sarre, the division line of lots 26 and 27 of range VII; the division line of ranges VII and VIII on the width of lots 27, 28 and 29 of range VII; the division line of lots 29 and 30 of range VIII and its prolongation across the front road of said range; the line dividing lot 30 from lots 29-E, 29-29, 29-28, 29-27 and 29-D of range VI prolonged across the "Rivière du Sud" and the Canadian National Railway right of way; the south side of said Railway's said right of way up to the division line of lots 29-B and 29-C of range VI, this latter line prolonged as far as the axis of the front road of range VI; the said axis of said road on the width of lots 29-B, 29-A, 28 and 27 of range VI, the prolongation up to the axis of the road of the division line of lots 26 and 27 of range VI and the said line as far as the south line of the 9th Avenue of the village of La Sarre, and finally, the said south line of the 9th Avenue, bearing No. 873 of the official cadastre for the village of La Sarre and its prolongation across the River La Sarre to the starting point; said territory, together with all the roads, streets, lanes, railway rights of way, rivers, watercourses or parts thereof comprised within the limits hereinabove described, composing the present municipality of the village of La Sarre which same ceases to exist, be erected into a town municipality under, the name of "Town of La Sarre".

The Municipality of the Town of La Sarre will have one single ward and the place of the first general sitting of the Council shall take

salle de récréation de l'école des garçons à La Sarre.

Le conseil sera composé d'un maire et de six échevins.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-septième jour d'août en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
25725-0 JEAN BRUCHÉSI.

place in the recreation hall of the Boys' School, at La Sarre.

The Council will be composed of a mayor and six aldermen.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt, C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this seventeenth day of August, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-nine, and the thirteenth year of Our Reign.

By command.

JEAN BRUCHÉSI,
25725 Under Secretary of the Province.

Siège social

Avis est donné que la compagnie "Evan Pants Incorporated," constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 3e jour d'août 1949, a établi son bureau au numéro 1540, Avenue Laframboise, à St-Hyacinthe.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Hyacinthe, ce 25e jour d'août 1949.

Le Secrétaire,
25721-0 ERNEST LARUE.

Head Office

Notice is given that the company "Evan Pants Incorporated", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies' Act, bearing date the 3rd day of August 1949, has established its office at number 1540 Laframboise, Avenue, St. Hyacinthe.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at St. Hyacinthe, this 25th day of August, 1949.

ERNEST LARUE,
25721 Secretary.

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE WINDSOR
(Comté de Richmond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 3 octobre 1949, pour l'achat de \$29,000 d'obligations de la ville de Windsor, comté de Richmond, datée du 15 août 1949 et remboursables par séries du 15 août 1950 au 15 août 1969 inclusive-ment, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 15 février et 15 août de chaque année. L'intérêt offert peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$29,000—20 ans

Année	Capital
15 août 1950.	\$1,500.00
15 août 1951.	1,500.00
15 août 1952.	1,500.00
15 août 1953.	1,500.00

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF WINDSOR
(County of Richmond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to eight o'clock, P.M. Monday, the 3rd of October, 1949, for the purchase of \$29,000 of bonds of the Town of Windsor, county of Richmond, dated the 15th of August, 1949, and redeemable serially from the 15th of August, 1950, to the 15th of August 1969, inclusive, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 15th of February and 15th of August, of each year. The interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$29,000—20 years

Year	Capital
15th August 1950.	\$5,500.00
15th August 1951.	1,500.00
15th August 1952.	1,500.00
15th August 1953.	1,500.00

15 août 1954.	1,500.00	15th August 1954.	1,500.00
15 août 1955.	1,500.00	15th August 1955.	1,500.00
15 août 1956.	1,500.00	15th August 1956.	1,500.00
15 août 1957.	1,500.00	15th August 1957.	1,500.00
15 août 1958.	1,500.00	15th August 1958.	1,500.00
15 août 1959.	1,500.00	15th August 1959.	1,500.00
15 août 1960.	1,500.00	15th August 1960.	1,500.00
15 août 1961.	1,500.00	15th August 1961.	1,500.00
15 août 1962.	1,500.00	15th August 1962.	1,500.00
15 août 1963.	1,500.00	15th August 1963.	1,500.00
15 août 1964.	1,500.00	15th August 1964.	1,500.00
15 août 1965.	1,500.00	15th August 1965.	1,500.00
15 août 1966.	1,500.00	15th August 1966.	1,500.00
15 août 1967.	1,500.00	15th August 1967.	1,500.00
15 août 1968.	1,500.00	15th August 1968.	1,500.00
15 août 1969.	500.00	15th August 1969.	500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné à la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Windsor.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt, en vertu des dispositions du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté, égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue à 8 heures p.m., le 3 octobre 1949, au bureau de la corporation.

Le conseil municipal se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Windsor, (Richmond), ce 2 septembre 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-U. LAGASSÉ.

25722-o

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Windsor.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest payment date, under the provisions of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held at 8 o'clock P.M., Monday, the 3rd of October, 1949, at the office of the corporation.

The Municipal Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Windsor, (Richmond), this 2nd day of September, 1949.

J. U. LAGASSÉ,
Secretary-Treasurer.

25722

VILLE DE NICOLET

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à huit heures de l'après-midi, lundi le 3 octobre 1949 pour l'achat de \$126,000.00 d'obligations de la Ville de Nicolet, comté de Nicolet, datées du 1er juillet 1949 et remboursables par séries du 1er juillet 1950 au 1er juillet 1964 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année.

Tableau d'amortissement—\$126,000.00—15 ans

Année	Capital
1 juillet 1950.	\$2,500.00
1 juillet 1951.	2,500.00
1 juillet 1952.	2,500.00
1 juillet 1953.	2,500.00
1 juillet 1954.	3,000.00
1 juillet 1955.	3,000.00
1 juillet 1956.	3,000.00
1 juillet 1957.	3,000.00
1 juillet 1958.	3,000.00
1 juillet 1959.	3,500.00
1 juillet 1960.	3,500.00
1 juillet 1961.	3,500.00
1 juillet 1962.	3,500.00

TOWN OF NICOLET

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned until 8 o'clock in the afternoon, Monday, October 3rd, 1949, for the purchase of an issue of \$126,000.00 of bonds of the Town of Nicolet, dated July the first 1949 and redeemable serially from the first of July 1950, to the 1st of July 1964 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi annually on the first day of July, and the first day of January of each year.

Table of redemption—\$126,000.00—15 years

Year	Capital
July 1st 1950.	\$2,500.00
July 1st 1951.	2,500.00
July 1st 1952.	2,500.00
July 1st 1953.	2,500.00
July 1st 1954.	3,000.00
July 1st 1955.	3,000.00
July 1st 1956.	3,000.00
July 1st 1957.	3,000.00
July 1st 1958.	3,000.00
July 1st 1959.	3,500.00
July 1st 1960.	3,500.00
July 1st 1961.	3,500.00
July 1st 1962.	3,500.00

1 juillet 1963. 4,000.00
1 juillet 1964. 83,000.00

July 1st 1963 4,000.00
July 1st 1964 83,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans le procédé d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Nicolet.

Capital and interest shall be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, at Quebec or at Nicolet.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212 Statuts Refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds are under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque of 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued interest on the bonds to the time of their delivery, is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi le 3 octobre 1949, à 8 heures de l'après-midi, à la salle de l'Hôtel de ville de Nicolet, comté de Nicolet.

The tenders will be opened and considered at the meeting of the council to be held on Monday, October 3rd 1949, at 8 o'clock in the afternoon, at the town hall of Nicolet.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Donné à Nicolet, ce 9ième jour de septembre 1949.

Nicolet, county of Nicolet, this 9th day of September 1949.

25723-o Le Greffier de la ville de Nicolet,
ARMAND PROULX.

25723-o ARMAND PROULX,
Town-clerk.

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE D'ACTON VALE
(Comté de Bagot)

TOWN OF ACTON VALE
(County of Bagot)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures p.m., mardi le 4 octobre 1949, pour l'achat de \$55,000 d'obligations de la ville d'Acton Vale, comté de Bagot, datées du 1er septembre 1949 et remboursables par séries du 1er septembre 1950 au 1er septembre 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut-être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 8 o'clock p.m. on Tuesday, October 4, 1949, for the purchase of \$55,000 of bonds of the town of Acton Vale, county of Bagot, dated September 1st 1949, and redeemable serially, from September 1st, 1950 to September 1st, 1969, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually on the 1st of March and 1st of September of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — 20 ans — \$55,000.

Table of Redemption — 20 years — \$55,000

Année	Capital
1er septembre 1950	\$2,000.00
1er septembre 1951	2,000.00
1er septembre 1952	2,000.00
1er septembre 1953	2,000.00
1er septembre 1954	2,000.00
1er septembre 1955	2,000.00
1er septembre 1956	2,500.00
1er septembre 1957	2,500.00
1er septembre 1958	2,500.00
1er septembre 1959	2,500.00
1er septembre 1960	2,500.00
1er septembre 1961	2,500.00
1er septembre 1962	3,000.00
1er septembre 1963	3,500.00
1er septembre 1964	3,500.00
1er septembre 1965	3,500.00
1er septembre 1966	3,500.00
1er septembre 1967	3,500.00
1er septembre 1968	3,500.00
1er septembre 1969	4,000.00

Year	Capital
September 1st, 1950	\$2,000.00
September 1st, 1951	2,000.00
September 1st, 1952	2,000.00
September 1st, 1953	2,000.00
September 1st, 1954	2,000.00
September 1st, 1955	2,000.00
September 1st, 1956	2,500.00
September 1st, 1957	2,500.00
September 1st, 1958	2,500.00
September 1st, 1959	2,500.00
September 1st, 1960	2,500.00
September 1st, 1961	2,500.00
September 1st, 1962	3,000.00
September 1st, 1963	3,500.00
September 1st, 1964	3,500.00
September 1st, 1965	3,500.00
September 1st, 1966	3,500.00
September 1st, 1967	3,500.00
September 1st, 1968	3,500.00
September 1st, 1969	4,000.00

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte à Montréal, à Québec ou à Acton Vale.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil de la ville d'Acton Vale qui sera tenue mardi le 4 octobre 1949, à 8 heures p.m., à la salle du conseil d'Acton Vale.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Acton-Vale, comté de Bagot, ce 12 septembre 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
ROBERT FAGNAN, N.P. 25731-0

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE BEOEIL
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures de l'après-midi, lundi le troisième jour du mois d'octobre 1949, pour l'achat de \$55,000.00 d'obligations de la corporation municipale de la ville de Beoeil, datées du quinze août mil neuf cent quarante-neuf, et remboursables par séries du 15 août 1950 au 15 août 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 15 février et 15 août de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même pour toute l'émission ou peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$55,000.—15 ans

Année	Capital
15 août 1950.	\$3,000.00
15 août 1951.	3,000.00
15 août 1952.	3,000.00
15 août 1953.	3,000.00
15 août 1954.	3,500.00
15 août 1955.	3,500.00
15 août 1956.	3,500.00
15 août 1957.	3,500.00
15 août 1958.	3,500.00
15 août 1959.	4,000.00
15 août 1960.	4,000.00
15 août 1961.	4,000.00
15 août 1962.	4,500.00
15 août 1963.	4,500.00
15 août 1964.	4,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Beoeil.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, à toute échéance d'intérêt, en vertu des dispositions du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances

Capital and interest shall be payable at any of the branches of a chartered bank at Montreal, at Quebec or at Acton Vale.

The said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest payment date; however if such redemption be partial, the bonds called for redemption shall be in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council of the town of Acton Vale, to be held on Tuesday, the 4th of October, 1949, at 8 o'clock p.m., at the Council Hall of Acton Vale.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Acton Vale, County of Bagot, September 12, 1949.

ROBERT FAGNAN, N. P.,
Secretary Treasurer. 25731

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF BEOEIL
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned until 8 o'clock in the afternoon, Monday, the third day of the month of October 1949, for the purchase of an issue of \$55,000.00 of bonds of the municipal corporation of the Town of Beoeil, dated August 15th, 1949, and redeemable serially from August 15th 1950 to August 15th, 1964 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually on the 15th of February and on the 15th of August of each year. The rate of interest offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$55,000.—15 years

Year	Capital
August 15, 1950.	\$3,000.00
August 15, 1951.	3,000.00
August 15, 1952.	3,000.00
August 15, 1953.	3,000.00
August 15, 1954.	3,500.00
August 15, 1955.	3,500.00
August 15, 1956.	3,500.00
August 15, 1957.	3,500.00
August 15, 1958.	3,500.00
August 15, 1959.	4,000.00
August 15, 1960.	4,000.00
August 15, 1961.	4,000.00
August 15, 1962.	4,500.00
August 15, 1963.	4,500.00
August 15, 1964.	4,500.00

The capital and interest are payable at the Bank mentioned in the loan procedure, in Montreal, in Quebec, or in Beoeil.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date; however, in case of partial redemption,

les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le troisième jour du mois d'octobre 1949, à 8 heures de l'après-midi, à la salle municipale de Beloeil.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Beloeil, ce 10 septembre, 1949.

(Sceau)

25726-o

Le Secrétaire-trésorier,
P. R. CHOQUETTE.

CITÉ DE HULL

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à huit heures de l'après-midi, lundi le 3 octobre 1949, pour l'achat de \$981,000.00 d'obligations de la cité de Hull, datées du premier février 1948 et remboursables en séries du premier février 1950 au 1er février 1963, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% payable semi-annuellement le premier février et le premier août de chaque année. Le taux d'intérêt offert peut être le même ou peut varier suivant les échéances. Ces obligations sont la dernière tranche d'une émission totale de \$2,181,000.00 dont \$1,200,000.00 ont déjà été vendues. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$981,000.00—14 ans

Année	Capital
1er Février 1950.....	\$38,000.00
1er Février 1951.....	24,500.00
1er Février 1952.....	27,500.00
1er Février 1953.....	29,500.00
1er Février 1954.....	31,500.00
1er Février 1955.....	29,000.00
1er Février 1956.....	32,000.00
1er Février 1957.....	34,500.00
1er Février 1958.....	37,000.00
1er Février 1959.....	25,500.00
1er Février 1960.....	27,500.00
1er Février 1961.....	29,500.00
1er Février 1962.....	31,500.00
1er Février 1963.....	583,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Québec, à Montréal, à Hull, ou au bureau du Trésorier de la cité de Hull, à l'Hôtel de Ville.

Ces obligations pourront être émises en coupures de \$500.00 ou \$1,000.00 au choix du soumissionnaire, et pourront être enregistrées quant au capital.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, à toute échéance d'intérêts, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant si tel rachat est partiel il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

the bonds to be redeemed shall be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a sitting of the council to be held on the third day of the month of October 1949, at 8 o'clock in the afternoon, at the municipal hall of Beloeil.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Beloeil, this 10th day of September, 1949.

(Seal)

25726-o

P. R. CHOQUETTE,
Secretary-Treasurer.

CITY OF HULL

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tender for bonds", will be received by the undersigned up to eight o'clock in the afternoon, Monday October 3rd, 1949, for the purchase of an issue of \$981,000.00 of bonds of the City of Hull, dated February 1st, 1948 and redeemable serially from February 1st 1950 to February 1st 1963, with interest at a rate not exceeding 3½% payable semi-annually the 1st of February and the 1st of August of each year. The rate offered may be the same or may vary according to maturities. These bonds constitute the last block of an issue of \$2,181,000.00 of which \$1,200,000.00 have already been sold. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption—\$981,000.00—14 years

Year	Capital
February 1st 1950.....	\$38,000.00
February 1st 1951.....	24,500.00
February 1st 1952.....	27,500.00
February 1st 1953.....	29,500.00
February 1st 1954.....	31,500.00
February 1st 1955.....	29,000.00
February 1st 1956.....	32,000.00
February 1st 1957.....	34,500.00
February 1st 1958.....	37,000.00
February 1st 1959.....	25,500.00
February 1st 1960.....	27,500.00
February 1st 1961.....	29,500.00
February 1st 1962.....	31,500.00
February 1st 1963.....	583,500.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Québec, at Montréal, at Hull or at the office of the Treasurer of the City of Hull, at the City Hall.

These bonds may be issued in denominations of \$500.00 or \$1,000.00 at the option of the tenderer, and may be registered as to principal.

The said bonds may be redeemed by anticipation at par, on any interest payment date, under authority of Chapter 212, Revised Statutes of Québec 1941; however, if redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the time of delivery.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil qui sera tenue le 3 octobre 1949 à huit heures de l'après-midi, à l'Hôtel de Ville.

La livraison de ces obligations sera faite à Hull, P.Q. le ou avant le 26 octobre 1949.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Hull (comté de Hull) ce quinzième jour de septembre 1949.

25739-o Le Greffier,
M. LÉON LEBLANC.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the City Council to be held on October 3rd 1949 at eight o'clock in the evening, at the City Hall.

Delivery of these bonds will be at Hull, P.Q., on or before October 26th, 1949.

The City Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Hull (County of Hull), September 15th, 1949.

25739-o H. LÉON LEBLANC,
City Clerk.

Province de Québec

VILLE DE GATINEAU

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour Obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures de l'après-midi, mercredi le 5 octobre 1949, pour l'achat de \$360,000.0 d'obligations de la Ville de Gatineau, émises sous l'autorité de son règlement numéro 109, datées du 1er septembre 1949 et remboursables par séries du 1er septembre 1950 au 1er septembre 1964 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas $\frac{1}{2}\%$ par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. L'intérêt offert peut-être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$360,000.00 — 15 ans

Année	Capital
1 septembre 1950.	\$ 7,000.00
1 septembre 1951.	7,000.00
1 septembre 1952.	7,500.00
1 septembre 1953.	7,500.00
1 septembre 1954.	8,000.00
1 septembre 1955.	8,000.00
1 septembre 1956.	8,500.00
1 septembre 1957.	9,000.00
1 septembre 1958.	9,000.00
1 septembre 1959.	9,500.00
1 septembre 1960.	10,000.00
1 septembre 1961.	10,000.00
1 septembre 1962.	10,500.00
1 septembre 1963.	11,000.00
1 septembre 1964.	237,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Gatineau.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt, en vertu des dispositions du chapitre 212, Statuts Refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de la livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 5 octobre 1949, à 8 heures de l'après-midi, à la salle "Community Hall" de Gatineau.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Gatineau, ce 10 septembre 1949.

25745-o Le Secrétaire-trésorier,
LÉO GIROUX.

Province of Quebec

TOWN OF GATINEAU

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 8 o'clock in the evening, on Wednesday, October 5, 1949, for the purchase of \$360,000 of bonds of the town of Gatineau, issued under authority of its By-law number 109, dated September 1, 1949, and redeemable serially from September 1, 1950, to September 1, 1964, inclusively, with interest at a rate not exceeding $\frac{3}{2}\%$ per annum, payable semi-annually, on the 1st of March and 1st of September of each year. The interest offered may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$360,000 — 15 years

Year	Capital
September 1st, 1950.	\$ 7,000.00
September 1st, 1951.	7,000.00
September 1st, 1952.	7,500.00
September 1st, 1953.	7,500.00
September 1st, 1954.	8,000.00
September 1st, 1955.	8,000.00
September 1st, 1956.	8,500.00
September 1st, 1957.	9,000.00
September 1st, 1958.	9,000.00
September 1st, 1959.	9,500.00
September 1st, 1960.	10,000.00
September 1st, 1961.	10,000.00
September 1st, 1962.	10,500.00
September 1st, 1963.	11,000.00
September 1st, 1964.	237,500.00

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or Gatineau.

These bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest payment date, pursuant to the provisions of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed shall be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders shall be opened and considered at a meeting of the Council to be held on October 5, 1949, at 8 o'clock in the evening, at the "Community Hall" of Gatineau.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Gatineau, September 10, 1949.

25745 LEO GIROUX,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE CAP-ROUGE
(COMTÉ DE QUÉBEC)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 5 octobre 1949, pour l'achat de \$22,500 d'obligations de la commission scolaire de Cap-Rouge, datées du 1er septembre 1949 et remboursables par séries du 1er septembre 1950 au 1er septembre 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. L'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$22,500 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1950 x	\$8,000.00
1er septembre 1951	500.00
1er septembre 1952	500.00
1er septembre 1953	500.00
1er septembre 1954	500.00
1er septembre 1955	500.00
1er septembre 1956	500.00
1er septembre 1957	500.00
1er septembre 1958	500.00
1er septembre 1959	500.00
1er septembre 1960	1,000.00
1er septembre 1961	1,000.00
1er septembre 1962	1,000.00
1er septembre 1963	1,000.00
1er septembre 1964	1,000.00
1er septembre 1965	1,000.00
1er septembre 1966	1,000.00
1er septembre 1967	1,000.00
1er septembre 1968	1,000.00
1er septembre 1969	1,000.00

Le x indique l'année durant laquelle un octroi de \$7,500 accordé par le Secrétaire de la Province et payable en un versement sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Cap-Rouge, à Québec ou à Montréal.

Lesdites obligations pourront, en vertu des dispositions du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, à toute échéance d'intérêt, au pair; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires qui sera tenue à la salle municipale de Cap-Rouge, le 5 octobre 1949 à 8 heures p.m.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-Rouge, comté de Québec, ce 14ème jour de septembre 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
ALPHONSE GADOURY.

25744-o

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF CAP-ROUGE
(COUNTY OF QUEBEC)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned up to 8 o'clock p.m. on Wednesday, October 5, 1949, for the purchase of \$22,500 of bonds of the school commission of Cap-Rouge, dated September 1, 1949, and redeemable serially, from September 1, 1950, to September 1, 1969, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually on the 1st of March and 1st of September of each year. The interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$22,500 — 20 years

Year	Capital
September 1st, 1950 x	\$8,000.00
September 1st, 1951	500.00
September 1st, 1952	500.00
September 1st, 1953	500.00
September 1st, 1954	500.00
September 1st, 1955	500.00
September 1st, 1956	500.00
September 1st, 1957	500.00
September 1st, 1958	500.00
September 1st, 1959	500.00
September 1st, 1960	1,000.00
September 1st, 1961	1,000.00
September 1st, 1962	1,000.00
September 1st, 1963	1,000.00
September 1st, 1964	1,000.00
September 1st, 1965	1,000.00
September 1st, 1966	1,000.00
September 1st, 1967	1,000.00
September 1st, 1968	1,000.00
September 1st, 1969	1,000.00

The letter x indicates the year during which a grant of \$7,500 granted by the Provincial Secretary and payable in one instalment shall be received and applied to the use of said loan.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Cap-Rouge, Quebec or Montreal.

The said bonds may, under authority of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest payment date; however, if said redemption be partial, the bonds to be redeemed shall be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the total amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time if their delivery.

Tenders shall be opened and considered at a meeting of the Commissioners to be held in the Municipal Hall of Cap-Rouge, on October 5, 1949, at 8 o'clock p.m.

The Commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Cap-Rouge, county of Quebec, this 14th day of September, 1949.

ALPHONSE GADOURY,
Secretary Treasurer.

25744

Vente — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Montréal, N° 169. Cour Supérieure. "En Faillite".

Dans l'affaire de Alice Golding Assaly, marchande, épouse séparée de biens de Sam Assaly, faisant affaires seule sous les nom et raison sociale de "Canadian Five Cents to One Dollar Store", au N° 2015 rue Frontenac, Montréal, cédante autorisée.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

"Un emplacement à Montréal-Nord, situé sur la rue Belzac, composé des lots numéros quatre cent soixante-treize, quatre cent soixante-quatorze, quatre cent soixante-quinze et quatre-cent soixante-seize de la subdivision du lot numéro cinquante (50-473, 474, 475 et 476) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, avec la bâtisse en construction y érigée"

sera vendu suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal "En matière de Faillite" rendu le 3 juin 1949, portant le N° 169 des dossiers de la dite Cour, aux enchères publiques, avec effet du décret, conformément à l'article 45 de la Loi de Faillite, au bureau du shérif du district de Montréal, situé au Palais de Justice en la cité de Montréal, MERCREDI, le DOUZIEME jour du mois d'OCTOBRE mil neuf cent quarante-neuf à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée de l'est).

Chacun des enchérisseurs devra déposer en argent ou par chèque visé un montant équivalant à 10% de son enchère, lequel sera appliqué en acompte sur le prix d'achat — au cas où il deviendrait adjudicataire et la balance du prix sera payable dans les trois jours.

Immédiatement après adjudication le montant déposé par chaque enchérisseur, à l'exception de l'adjudicataire, sera remboursé.

En plus du prix d'acquisition l'acquéreur devra payer tous les droits du Gouvernement sur la vente ainsi que le coût de l'acte de vente, copies et enregistrement.

Pour autres conditions et cahier des charges s'adresser aux soussignés:

Les Syndics,

GEORGE DUCLOS et ALBERT LAMARRE.

Du bureau de:

Duclos, Lamarre & Inns,
10 est, rue St-Jacques,
Montréal.

25707-36-2-0

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 169, Superior Court. "Sitting in Bankruptcy".

In the matter of: Alice Golding Assaly, merchant, wife separate as to property of Sam Assaly, carrying on business alone under the firm name and style of "Canadian Five Cents to One Dollar Store", at No. 2015 Frontenac Street, Montreal, authorized assignor.

Public notice is hereby given that the immovable designated as follows:

"An emplacement at Montreal-North, situate on Balzac Street, composed of lots numbers four hundred and seventy-three, four hundred and seventy-four, four hundred and seventy-five and four hundred and seventy-six of the subdivision of lot number fifty (50-473, 474, 475 and 476) on the official plan and on the book of reference of the parish of Sault au Récollet — with the building there being erected"

will be sold, pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Montreal, "sitting in bankruptcy", rendered on the 3rd of June, 1949, bearing No. 169 of the records of said Court, by public auction, with effect of a Sheriff's Sale, in conformity with section 45 of the Bankruptcy Act, at the Sheriff's office of the district of Montreal, on WEDNESDAY, the TWELFTH day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and forty-nine, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Eastern Daylight Saving Time).

Each of the bidders must deposit either in cash or by accepted cheque, an amount equal to 10% of his bid, same shall be applied on account to the purchase price — in case he should become the purchaser and the balance of price will be payable within three days.

Immediately after the sale, the amount deposited by each bidder except that of the purchaser shall be refunded.

In addition to the purchase price, the purchaser must pay all Government dues on the sale and also the price of the deed of sale, copies and registration.

For further conditions and list of charges apply to the undersigned:

GEORGE DUCLOS and ALBERT LAMARRE,
Trustees.

Office of:

Duclos, Lamarre & Inns,
10 St. James Street East,
Montreal.

25707-36-2

Vente par licitations

Canada, Province de Québec, District de Québec, dans la Cour Supérieure, N° 57,217. Georgette Lacroix, demanderesse; vs Marie Lacroix, défenderesse.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Québec, dans le district de Québec, le 10 juin 1949 dans une cause dans laquelle Georgette Lacroix, fille majeure usant de ses droits, de Ste-Anne de Beaupré, comté de Montmorency, P. Q., est demande-

Sale by Licitations

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, in the Superior Court, No. 57217. Georgette Lacroix, plaintiff; vs Marie Lacroix, defendant.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, on the 10th of June, 1949, in a case wherein Georgette Lacroix, spinster, in use of her rights, of Ste-Anne de Beaupré, county of Montmorency, P. Q., is plaintiff, ordering the

resse, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

"Un emplacement mesurant environ cinquante-quatre pieds anglais de front sur la profondeur qu'il y a depuis le chemin royal, au sud jusqu'à quinze pieds en bas du chemin de côte, au nord, joignant à l'est à Elz. Giguère et à l'ouest au Vendeur et au nord aux Rév. PP. Rédemptoristes; étant la Partie Est du lot numéro huit des subdivisions du lot originaire numéro cent quatre-vingt-dix-sept (Pt. E. de 197-8) au cadastre officiel du village de Ste-Anne; sans bâtisses."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le DIX-HUIT OCTOBRE 1949 à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi au bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure au Palais de Justice à Québec, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Québec, le 13 septembre 1949.

Les Procureurs de la demanderesse,
BIENVENUE, LESAGE,
25732-37-2-o TURGEON & LESAGE.

licitation of certain immovables designated as follows, to wit:

"An emplacement measuring about fifty-four feet, English measure, in front, by the depth existing from the King's highway, on the south, to fifteen feet below the road of the hill (chemin de côte) on the north, adjoining, on the east, Elz. Giguère and on the west, the Vendor, and on the north the Rev. Redemptorist Fathers; being the east part of lot number eight of the subdivisions of the original lot number one hundred and ninety-seven (Pt. E of 197-8) on the official cadastre for the village of Ste-Anne; without buildings."

The above described immovable will be sold by auction and adjuged to the highest and last bidder, on OCTOBER EIGHTEENTH, 1949, at TEN and HALF o'clock in the forenoon, at the office of the Prothonotary of the Superior Court, at the Court House, Quebec, subject to the charges, clauses, and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, and, failing the parties to file the said oppositions within the delay hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Quebec, September 13, 1949.

BIENVENUE, LESAGE,
TURGEON & LESAGE,
25732-37-2 Attorneys for the plaintiff.

Vente pour taxes

CITE DE VERDUN

Vente de propriétés pour taxes

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Verdun, MERCREDI, le 12 OCTOBRE 1949, à DIX heures de l'avant-midi, en vertu de la loi 22 Geo. V, chap. 129, section 6, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts ou dépens ne soient payés avant la vente.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 7 septembre 1949, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par la Loi 24, Geo. V, chap. 33, section 3 et 5 Geo. VI, chap. 41, section 13.

Sale for Taxes

CITY OF VERDUN

Sale of properties for taxes

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the City Hall, Verdun, on WEDNESDAY, the 12th of OCTOBER, 1949, at TEN o'clock in the forenoon, under authority of Act 22, Geo. V, chap. 129, section 6, to satisfy the payment of the municipal and school taxes and interest, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs are paid before the sale.

The Quebec Municipal Commission, by a decision dated the 7th of September 1949, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables, under authority of Article 550 of the Cities and Towns Act as amended by Act 24, Geo. V, chap. 33, sect. 3 and act 5, Geo. VI, chap. 41, sect. 13.

Nom — Name	Cad.	Subd.
Succ.-Estate Mme-Mrs. Pelham Kost.	4687	344.
J.-A. Raymond	4687	746.
Uldège Cere & al	4687	744, 745.

Les immeubles susdits apparaissent tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, et sont situés dans la cité de Verdun.

La dite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.

The above immovables are all in the plan and book of reference of the parish of Montreal, and are situated in the city of Verdun.

The said sale shall moreover be made with all servitudes, both active and passive, apparent or hidden, affecting such immovables.

Condition de la vente: argent comptant ou chèque accepté.

Donné à l'Hôtel de Ville, Verdun, P.Q., ce septième jour de septembre 1949.

25702-36-2-o Le Greffier,
A. J. BURGESS.

Terms: Cash or accepted cheques.

Given at the City Hall, Verdun, P.Q., this seventh day of September 1949.

25702-36-2-o A. J. BURGESS,
City Clerk.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HÉRITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada, Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, } **LE ROI**, Le Procureur Général de la Province de Québec, représentant Sa Majesté aux droits de cette Province, demandeur vs **AUGUSTIN DENIS**, autrefois de Malartic, district d'Abitibi, défendeur, saisi comme appartenant au défendeur.

Le lot N° 30 de la subdivision du bloc N° 16 du canton Fournière, district d'Abitibi, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église ou édifice où se tient les offices religieux, à Malartic le **MERCREDI 5 OCTOBRE 1949** à 3 heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, **Le Shérif,**
FERDINAND GERVAIS.
Amos, 22 août 1949.

Avis est donné que les avis publics parus dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 23 juillet 1949 Tome 81 N° 29, page 1772 et en date du 13 août 1949, Tome 81, No. 32, page 1939 sont considérés comme non-avenus et de nul effet.

25632-34-2-o **Le Shérif,**
FERDINAND GERVAIS.
[Première insertion: 27 août 1949]

Province de Québec, } **ONÉSIME GAUDREAU**, cultivateur
District d'Abitibi, } **DREAU**, cultivateur
Cour Supérieure, } d'Authier district d'Abitibi, contre Dame
N° 7593 **RHEA DUBÉ**, veuve de feu **JEAN-MARIE GAUDREAU** en son vivant d'Authier, comté d'Abitibi, et actuellement épouse de **REAL CLOUTIER**, dudit endroit et ce dernier pour assister sa dite épouse aux fins des présentes.

Les lots Nos 61-A et 61-B du rang 1 canton Royal Roussillon, et le lot N° 61-B du rang 10 canton Poularies, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église d'Authier, le **LUNDI TROIS OCTOBRE 1949** à **TROIS** heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, **Le Shérif,**
FERDINAND GERVAIS.
Amos, 23 août 1949. 25607-34-2-o
[Première insertion: 27 août 1949]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District d'Arthabaska
Arthabaska, à savoir: **JEAN BAPTISTE PROULX** et **JEAN MARIE CHANDON.**
N° 5728

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned **LAND** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada, Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court } **THE KING**, the Attorney General of the Province of Quebec, representing His Majesty in the rights of this Province, plaintiff; vs **AUGUSTIN DENIS**, heretofore of Malartic, district of Abitibi, defendant, seized as belonging to the defendant:

Lot No. 30 of the subdivision of Block No. 16 of the Township Fournière, district of Abitibi—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door, or door of the building where Divine services are held, at Malartic, on **WEDNESDAY** the **FIFTH** day of **OCTOBER**, 1949, at **THREE** o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, **FERDINAND GERVAIS,**
Amos, August 22, 1949. Sheriff.

Notice is given that the public notices which appeared in the *Quebec Official Gazette* of the 23rd of July, 1949, Volume 81, No. 29, page 1772 and of the 13th of August, 1949, Volume 81, No. 32, page 1939, are considered null and void.

25632-34-2 **FERDINAND GERVAIS,**
[First insertion: August 27, 1949] Sheriff.

Province of Québec, } **ONÉSIME GAUDREAU**, farmer, of
District of Abitibi, } **DREAU**, farmer, of
Superior Court } Authier, district of Abitibi, against Dame
No. 7593 **RHEA DUBÉ**, widow of the late **JEAN-MARIE GAUDREAU**, in his lifetime of Authier, county of Abitibi, and actually the wife of **REAL CLOUTIER**, of the same place and the latter to assist his said wife for the purposes hereof.

Lots Nos. 61-A and 61-B of range 1, Township Royal Roussillon, and lot No. 61-B of range 10 of the township Poularies, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the church door of Authier, on **MONDAY**, the **THIRD** of **OCTOBER**, 1949, at **THREE** o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, **FERDINAND GERVAIS,**
Amos, August 23, 1949. Sheriff.
[First insertion: August 27, 1949] 25607-34-2

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Arthabaska
Arthabaska, to wit: **JEAN BAPTISTE PROULX** and **JEAN MARIE CHANDON.**
No. 5728

NET, industriels, faisant affaires sous la raison sociale de Potvin & Chandonnet, corporation légalement constituée ayant son siège d'affaires à Thetford Mines et son usine, demandeurs; vs PRINCEVILLE WOODCRAFT LIMITED, compagnie légalement constituée, ayant son siège social à Thetford Mines, P.Q., défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

Un morceau de terrain situé au village de Princeville connu et désigné au cadastre officiel du village de Princeville comme étant le lot numéro un de la subdivision du lot numéro deux cents trente six (N° 236-1) mesurant cent soixante et seize pieds et cinq dixièmes (176.5) dans la ligne est à une distance de quatre vingt douze pieds (92.) du numéro quatre vingt huit dudit cadastre, cent soixante et seize pieds et cinq dixièmes (176.5) dans la ligne ouest, huit cent vingt-huit pieds et cinq dixièmes (828.5) dans la ligne nord-ouest, huit cent vingt-neuf pieds et six dixièmes (829.6) dans la ligne sud-est, ces deux dernières lignes étant parallèles l'une à l'autre et distantes de cent pieds (100), et borné, ledit morceau de terrain, comme suit: en front, au nord-ouest, par le terrain du chemin de fer Canadian National Railway, en arrière, au sud-est, par le résidu dudit numéro appartenant à Lorenzo Roux, d'un côté à l'est par une autre partie dudit numéro, à une distance de quatre vingt-douze pieds (92) de la ligne du numéro quatre vingt-huit dudit cadastre, et de l'autre côté, à l'ouest, par le numéro deux cent trente-sept appartenant à Henri Turgeon. Avec ensemble pour ladite Compagnie Princeville Woodcraft Limited droit de passage de toutes sortes à la continuation de la rue Saint-Georges, pour communiquer de ladite rue au terrain ci-dessus décrit, ce droit de passage s'exerçant sur ledit numéro deux cent trente-six (p. 236) dudit cadastre, le tout conjointement avec les autres pouvant y avoir droit, en vertu de leurs titres. Ainsi que le tout se trouve, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eusèbe de Stanfold, dans le village de Princeville, comté d'Arthabaska, le VINGT-SEPTIEME jour de SEPTEMBRE 1949, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif, MAURICE MAHEU.
Bureau du Shérif, Arthabaska, 17 août 1949. 25608-34-2-o
[Première insertion: 27 août 1949]

GASPÉ

Brief de Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Gaspé

N° 6173. { ERNIE LEMARQUAND, marchand, de Newport, comté et district de Gaspé, demandeur, vs JOHN ALFRED HUARD, autrefois de Newport et domicilié présentement à Montréal, P.Q., défendeur.

Description du lot N° 6m du 1er rang du canton Newport, comté de Gaspé, avec maison dessus construite.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Newport, le DIX-NEUVIEME jour d'OCTOBRE 1949, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif, M. J. FURLONG.
Bureau du Shérif, Percé, le 9 Septembre 1949. 25741-37-o
[Première insertion: 17 septembre 1949]

NET, industrialists, carrying on business under the firm name of Potvin & Chandonnet, a corporation duly incorporated, having its head office and its plant at Thetford Mines, plaintiffs; vs PRINCEVILLE WOODCRAFT LIMITED, a company duly incorporated, having its head office at Thetford Mines, P.Q., defendant.

As belonging to the defendant:

A parcel of land situate in the village of Princeville, known and designated on the official cadastre for the village of Princeville as being lot number one of the subdivision of lot number two hundred and thirty-six (236-1), measuring one hundred and seventy-six feet and five tenths (176.5) in the east line, ninety-two feet (92) distant from number eighty-eight of said cadastre, one hundred and seventy-six feet and five tenths (176.5) in the west line, eight hundred and twenty-eight feet and five tenths (828.5) in the northwest line, eight hundred and twenty-nine feet and six tenths (829.6) in the southeast line, these two latter lines being parallel to one another and at a distance of one hundred feet (100) and said parcel of land bounded as follows: in front, on the northwest by the Canadian National Railway line, in rear, on the southeast by the residue of said number belonging to Lorenzo Roux, on one side, on the east, by another part of said number, ninety-two feet (92) distant from the line of number eighty-eight of said cadastre, and on the other side, on the west, by number two hundred and thirty-seven belonging to Henri Turgeon. Together with, for the said company Princeville Woodcraft Limited, right of way of every kind at the continuation of "Saint-Georges" Street, to communicate from the said street to the lot of land hereinabove described, said right of way being exercised on said number two hundred and thirty-six (Pt. 236) of said cadastre, the whole jointly with others who may have rights therein, in virtue of their titles. As the whole subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Eusèbe de Stanfold, in the village of Princeville, county of Arthabaska, on the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER, 1949, at TWO o'clock in the afternoon (Day-light Saving Time).

MAURICE MAHEU, Sheriff.
Sheriff's Office, Arthabaska, August 17, 1949. 25608-34-2
[First insertion: August 27, 1949]

GASPÉ

Brief of Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Gaspé

No. 6173. { ERNIE LEMARQUAND, Merchant of Newport, county and district of Gaspé, Plaintiff, vs JOHN ALFRED HUARD, formerly of Newport and at present is now residing in Montreal, P.Q. defendant.

Description of lot No. 6m of the 1st range of the township Newport, county of Gaspé, with a house thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Newport, on the NINETEENTH day of OCTOBER, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

M. J. FURLONG, Sheriff.
Sheriff's Office, Percé, September 9, 1949. 25741-37-o
[First insertion: September 17, 1949]

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure

Percé, P. Q., } J. A. & F. GAGNON LTÉE, corps
N° 2907. } politique, siège social à Am-
qui, succursale à Grande Rivière, comté de Gas-
pé, demanderesse, vs STANLEY CHICOINE,
domicilié à Anse du Cap, comté de Gaspé, P.Q.,
défendeur.

Un emplacement mesurant soixante et quinze
pieds de largeur sur cent pieds de profondeur,
situé au premier rang du canton Percé, faisant
partie du lot connu et désigné au cadastre officiel
dudit canton de Percé, sous le numéro cent trente-
deux (132), et borné comme suit: au sud par le
chemin public, à l'est par Percy Scott et des deux
autres côtés par Jean Baptiste Pitre.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de L'Anse du Cap, comté de Gaspé, le DIX-
HUITIÈME jour d'OCTOBRE 1949, à DIX
heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Percé, P.Q., M. J. FURLONG.
25740-37-2
[Première insertion: 17 septembre 1949]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

Canada, } ELZÉAR COTÉ, com-
Province de Québec, } mercant de Ri-
District de Rimouski, } moussi, demandeur; vs
N° 10246. } LOUIS LEVESQUE et
LÉONARD LEVESQUE, défendeurs.

N° 1 — La juste moitié sud-ouest du N° onze
(N° 11) rang A du canton Macpès au cadastre
officiel de la paroisse de Sainte-Blandine, borné
à l'est à Ferdinand Levesque, à l'ouest à Michel
Lavoie avec bâtisses ci-dessus construites, cir-
constances et dépendances.

N° 2 — La moitié est du lot onze (N° 11),
rang A du canton Macpès au cadastre officiel
de la paroisse de Sainte-Blandine, contenant
environ quatre-vingt-neuf acres en superficie,
borné à l'ouest à Louis Levesque et à l'est à
Hubert Gagnon avec bâtisses ci-dessus con-
struites circonstances et dépendances.

N° 3 — Un immeuble d'environ quatre arpents
de large par environ vingt-huit arpents de pro-
fondeur, plus ou moins avec bâtisses ci-dessus
construites.

Cet immeuble comprenant le lot N° 318 en
entier qui a environ deux arpents de large par
vingt-huit arpents de profondeur, avec en plus
la partie ouest du lot N° 319, soit environ un
arpent de large par environ vingt-huit arpents
de profondeur, borné au nord aux terres de
Beauséjour, à l'est à Louis Lavoie au sud à la
Couronne et à l'ouest au N° 318 avec en plus
la partie est du N° 317, soit un arpent de large
par vingt-huit arpents de profondeur, borné au
nord aux terres du Beauséjour, à l'est au N° 318,
au sud aux terres de la Couronne et à l'ouest à
Eustache Canuel ou représentant. Cesdits trois
numéros soit 318 en entier de même que de
partie 317 et de 319 sont du cadastre officiel de
la paroisse de Saint-Germain de Rimouski et ne
forment qu'une seule et même exploitation ayant
environ quatre arpents de large par environ
vingt-huit de profondeur, avec bâtisses ci-dessus
construites, circonstances et dépendances.

Cette vente est sujette à la rente seigneuriale
s'il y en a.

Fieri Facias de Terris
Superior Court

Percé, P. Q., } J. A. & F. GAGNON Ltée, a
No. 2907. } body politic and corporate,
head office at Amqui, branch at Grande Rivière,
county of Gaspé, plaintiff; vs STANLEY CHI-
COINE, domiciled at Anse du Cap, county of
Gaspé, P.Q., defendant.

An emplacement measuring seventy-five feet in
width by one hundred feet in depth, situate in
the first range of the township Percé, forming
part of that lot known and designated on the of-
ficial cadastre for said township of Percé under
number one hundred and thirty-two (132) and
bounded as follows: on the south by the public
road, on the east by Percy Scott and on the two
other sides by Jean-Baptiste Pitre.

To be sold at the parochial church door of
L'Anse du Cap, county of Gaspé, on the EIGH-
TEENTH day of OCTOBER, 1949, at TEN
o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, M. J. FURLONG,
Percé, P.Q., September 9, 1949. Sheriff.
25740-37-2

[First insertion: September 17, 1949]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

Canada, } ELZÉAR COTÉ, tra-
Province of Quebec, } der, of Rimouski,
District of Rimouski, } plaintiff; vs LOUIS
No. 10246. } LEVESQUE and LÉO-
NARD LEVESQUE, defendants.

No. 1 — The exact southwest half of No.
eleven (No. 11) range A of the township Macpès,
on the official cadastre for the parish of Sainte-
Blandine, bounded on the east by Ferdinand
Levesque, on the west by Michel Lavoie, with
buildings thereon erected, circumstances and
dependencies.

No. 2 — The east half of lot eleven (No. 11),
range A, township of Macpès, on the official
cadastre for the parish of Sainte-Blandine,
comprising about eighty-nine acres in superficial
area, bounded on the west by Louis Levesque,
and on the east by Hubert Gagnon, with buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

No. 3 — An immovable of about four arpents
in width by about twenty-eight arpents in
depth, more or less, with buildings thereon
erected.

Said immovable, comprising the whole of lot
No. 318 measuring about two arpents in width
by twenty-eight arpents in depth, with, more-
over the west part of lot No. 319, namely about
one arpent in width by about twenty-eight
arpents in depth, bounded on the north by the
lands of Beauséjour, on the east by Louis Lavoie,
on the south by the Crown and on the west by
No. 318, with, moreover the east part of No.
317, namely one arpent in width by twenty-eight
arpents in depth, bounded on the north by the
lands of Beauséjour, on the east by No. 318,
on the south by the Crown lands, on the west
by Eustache Canuel or representative. These
said three numbers, namely the whole of 318
and also part of 317 and of 319 are of the official
cadastre for the parish of Saint-Germain de
Rimouski, and form one single exploitation,
measuring about four arpents in width by about
twenty-eight arpents in depth, with buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

This sale is subject to the seigniorial rent
if any.

Pour être vendu à Rimouski au bureau du shérif le DIX-HUIT OCTOBRE 1949 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Rimouski, CHARLES GARON.
le 13 septembre 1949. 25746-37-2-o
[Première insertion: 17 septembre 1949]

To be sold at Rimouski, at the Sheriff's Office on the EIGHTEENTH of OCTOBER 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHARLES GARON,
Rimouski, Sheriff.
September 13, 1949. 25746-37-2
[First insertion: September 17, 1949]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Canada, Province of Québec

District de { DAME ADELIN DES-
Rouyn-Noranda. ROCHERS - MARTEL,
N° 1740 { demanderesse, vs ALBERT
MARTEL, défendeur.

Saisis comme appartenant audit défendeur:
Les droits acquis sur le lot portant le numéro 39 du Rang VI du canton Beauchastel avec bâtisses et dépendances y dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St. Bernard de Beauchastel (Evain), P.Q., le 1er OCTOBRE 1949, à 2.00 hrs de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Rouyn, J. H. CHARBONNEAU,
le 18 août 1949. 25609-34-2-o
[Première insertion: 27 août 1949]

SAINT-FRANÇOIS

Fi. Fa. de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, { DENIS S. BA-
District de St. François, CHAND, de la
Sherbrooke, ville de Coaticook, dis-
N° 7413 trict de St-François,
négociant, demandeur, vs PAUL BELLEFEUIL-
LE, de Stanhope, dans le district de St. Fran-
çois, défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur:

"Une propriété à Stanhope, composée des lots de cadastre numéros vingt-huit-trente-quatre (28-34) et vingt-huit-trente-trois (28-33) du onzième rang du canton de Barnston, avec les bâtisses y érigées; et les lots dix-sept-M (17-M), d'environ dix-sept acres, dix-sept-E (17-E), dix-sept-F (17-F), d'environ quatre acres et demie, du premier rang du canton de Barford; sauf et excepté le petit morceau d'environ 70 pieds de front par 220 pieds de profondeur pris dans le coin sud-ouest du lot 17-F, appartenant à la Corporation de l'église anglicane.

Pour être vendus: 1. "en bloc" les lots du canton de Barnston; 2. "en bloc" des lots du canton de Barford, à la porte de l'église paroissiale de Ste-Suzanne de Boundary Line (Stanhope), le PREMIER OCTOBRE 1949, à DEUX heures (heure solaire), (p.m.).

Bureau du shérif, Le Shérif,
Sherbrooke, J. P. C. LEMIEUX.
ce 20 août 1949. 25610-34-2-o
[Première insertion: 27 août 1949]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Terris
Canada, Province of Québec

District of { DAME ADELIN DES-
Rouyn-Noranda. ROCHERS - MARTEL,
No. 1740. { Plaintiff, vs ALBERT MAR-
TEL, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:
The rights acquired on lot bearing number 39 of Range VI, of Beauchastel Township, with the buildings and dependencies thereon erected.
To be sold at the church door of the Parish of St. Bernard de Beauchastel, (Evain), P.Q., on the 1st day of OCTOBER 1949, at 2.00 o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. H. CHARBONNEAU,
Rouyn, the 18th of August 1949. 25609-34-2-o
[First insertion: August 27th, 1949]

SAINT-FRANCIS

Fi. Fa. de Bonis et de Terris

Superior Court, { DENIS S. BA-
District of St. Francis, CHAND, of the
Sherbrooke, town of Coaticook, dis-
No. 7413 trict of St. Francis,
trader, plaintiff, vs PAUL BELLEFEUILLE, of
Stanhope, district of St. Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

"A property at Stanhope, formed of cadastral lots numbers Twenty-eight-thirty-four (28-34) and Twenty-eight-Thirty-three (28-33) of the eleventh range of the Township of Barnston, with the buildings thereon erected; and lots Seventeen-M (17-M) of about seventeen acres, Seventeen-E (17-E), Seventeen-F (17-F) of about four acres and a half, of the first range of the township of Barford; save and excepted the small piece of about 70 feet in front by 220 feet in depth taken in the south-west corner of lot 17-F, belonging to the Corporation of the Church of England."

To be sold: 1. "en bloc" lots of the township of Barnston; 2. "en bloc" lots of the township of Barford, at the door of the parochial church of Ste-Suzanne of Boundary Line (Stanhope), the FIRST of OCTOBER 1949, at TWO of the clock, in the afternoon. (Standard time).

Sheriff's Office, J. P. C. LEMIEUX,
Sherbrooke, this 20th of August, 1949. 25610-34-2-o
[First insertion: 27th of August 1949]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 37

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Laplante vs Hudon 2189
Leclair vs Vincent 2189

Index of the Quebec Official Gazette, No. 37

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Laplante vs Hudon 2189
Leclair vs Vincent 2189

Sirard vs Daoust.....	2189	Sirard vs Daoust.....	2189
ARRÊTÉS EN CONSEIL:		ORDERS IN COUNCIL:	
999, section "A" — Métier de coiffeur pour dames dans la région de Montréal.....	2185	999, section "A" — Ladies' hairdresser's trade in the district of Montreal.....	2185
999, section "B" — Industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice et al.	2189	999, section "B" — Construction industry in the counties of Maskinongé, St. Maurice et al.	2189
AVIS AUX INTÉRESSÉS:	2165	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	2165
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Joseph d'Alma (Fondation).....	2190	Chantier Coopératif de l'U.C.C. de St-Joseph d'Alma (Foundation).....	2190
Coopérative d'Électricité de Ste-Clothilde (Extinction).....	2191	Coopérative d'Électricité de Ste-Clothilde (Extinction).....	2191
Dominion Bridge Recreation Club Inc. (Règlements).....	2190	Dominion Bridge Recreation Club Inc. (By-Laws).....	2190
Esterel Resorts Limited (Distribution de l'actif).....	2190	Esterel Resorts Limited (Distribution of the assets).....	2190
L'Aqueduc de St-Jacques de Montcalm, Limitée (Directeurs).....	2190	L'Aqueduc de St-Jacques de Montcalm, Limitée (Directors).....	2190
L'Association des Employés de Trans-Canada Shoe Ltd et Beaudin Ltée (Formation).....	2191	L'Association des Employés de Trans-Canada Shoe Ltd et Beaudin Ltée (Formation).....	2191
L'Association des Vendeurs Licenciés d'Automobiles — Association of Automobile Licensed Dealers (Formation).....	2192	L'Association des Vendeurs Licenciés d'Automobiles — Association of Automobile Licensed Dealers (Formation).....	2192
Les Produits Laitiers Laurentide Limitée — Laurentide Dairy Products Limited (Directeurs).....	2191	Les Produits Laitiers Laurentide Limitée — Laurentide Dairy Products Limited (Directors).....	2191
Syndicat National Catholique des Travailleurs en Chaussures de St-Georges Inc. (Existence terminée).....	2191	Syndicat National Catholique des Travailleurs en Chaussures de St-Georges Inc. (Existence terminated).....	2191
CHARTRE — ABANDON DE:		CHARTER — SURRENDER OF:	
Esterel Esorts Limited.....	2192	Esterel Resorts Limited.....	2192
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
Foote, Cone & Belding International Corporation.....	2192	Foote, Cone & Belding International Corporation.....	2192
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
La Malbaie, village de.....	2193	La Malbaie, village of.....	2193
Ste-Madeleine de la Rivière Madeleine, paroisse de.....	2192	Ste-Madeleine de la Rivière Madeleine, parish of.....	2192
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Addington, munic. scolaire de.....	2193	Addington, school munic. of.....	2193
Compton, munic. scolaire du village de Rivière-à-Claude, munic. scolaire de (Erratum).....	2193	Compton, school munic. of the village of Rivière-à-Claude, school munic. of (Erratum).....	2193
St-Jean, munic. scolaire de la paroisse de.....	2194	St-Jean, school munic. of the parish of.....	2194
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FORESTS:	
Ste-Agathe-des-Monts, paroisse de	2203	Ste-Agathe-des-Monts, parish of	2203
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité conjoint des barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec (Prélèvement).....	2194	Joint Committee of Barbers and Hairdressers, Quebec Jurisdiction (Levy).....	2194
Comité paritaire de l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie de Granby (Prélèvement).....	2196	Parity Committee of the Baking and Pastry-Making Industry of Granby (Levy).....	2196
Comité paritaire de l'industrie de la construction et de la réparation mé-		Comité paritaire de l'industrie de la construction et de la réparation mé-	

canique de la région de Québec (Modification)	2199
Comité paritaire de l'industrie des accessoires de mode dans l'île de Montréal (Modification)	2202
Comité paritaire de l'industrie du lait de Québec (Approbation de règlements)	2197
Comité paritaire de l'industrie du lait de Québec (Prélèvement)	2197
Commerce de quincaillerie, ferronnerie, peinture et matériaux de construction dans la région de Québec (Modification)	2198
Industrie de la construction dans la région de Sorel (Modification)	2200
Industrie de la construction dans le comté de Terrebonne (Modification)	2200
Industrie de la construction dans les comtés de Joliette, Berthier <i>et al</i> (Modification)	2201
Industrie de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville (Modification)	2201

ERRATUM:

Arrêté en conseil N° 977 du 31 août 1949 — Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal	2204
---	------

EXAMEN DU BARREAU:

Québec: étude du droit	2203
------------------------------	------

LETTRES PATENTES:

Aristocrat Premium Company	2166
Armand Archambault Ltée	2167
Armin Clothing Company Limited	2167
Association Sportive du Lac Sept-Iles Inc.	2167
Bijouterie Vezina & Rioux Ltée	2168
Caco Jewellery Inc.	2168
C. Côté Limitée	2168
Central Drive Yourself Limited	2169
Chapart Inc.	2169
Cha-Pel Construction, Limited	2169
Chester Clothing Co.	2170
Club de Courses de Montmagny Inc.	2170
Compagnie d'Immeubles St. Pierre Limitée — St. Pierre Realities Company Limited	2170
Congregation Shiloh (Sheiloh)	2171
Cova Products Inc.—Products Cova Inc.	2171
Del Monte Studio Inc.	2171
Dependable Watchstraps Co. Ltd.	2172
Derby Café Inc.	2172
Desourdy Excavation Ltée — Desourdy Excavation Ltd.	2172
Evan Pants Incorporated	2173
Ferronnerie Grothé Ltée	2173
Gendon Mfg. Jewellers Inc.	2173
Goldbrend Jewelry Inc.	2174
Handy Trading Co. of Canada Ltd.	2174
Harmo Specials Inc.	2174
H. Butters Ltd.	2175
Hydrovary of Canada Limited	2175
Infra Roast of Canada, Ltd.	2175
J. E. Keays Ltée	2176
Lachapelle & Archambault Ltd.	2176
Lac Saint-Jean Autobus, Limitée	2177
Laperrière & Proulx Ltée	2177
La Réfrigération d'Arvida, Limitée — Arvida Refrigeration, Limited	2177

canique de la région de Québec (Amendment)	2199
Parity Committee of the Fashion Accessories Industry on the Island of Montreal (Amendment)	2202
Comité paritaire de l'industrie du lait de Québec (Approval of by laws)	2197
Parity Committee of the Milk Industry of Quebec (Levy)	2197
Hardware, ironware, paint and building materials trades in the district of Quebec (Amendment)	2198
Construction industry in the Sorel District (Amendment)	2200
Construction industry in the county of Terrebonne (Amendment)	2200
Construction industry in the counties of Joliette, Berthier <i>et al</i> (Amendment)	2201
Construction industry in the counties of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville (Amendment)	2201

ERRATUM:

Order in Council No. 977 of August 31, 1949 — Construction industry and trades in the district of Montreal	2204
--	------

BAR EXAMINATION:

Quebec: study of law	2203
----------------------------	------

LETTERS PATENT:

Aristocrat Premium Company	2166
Armand Archambault Ltée	2167
Armin Clothing Company Limited	2167
Association Sportive du Lac Sept-Iles Inc.	2167
Bijouterie Vezina & Rioux Ltée	2168
Caco Jewellery Inc.	2168
C. Côté Limitée	2168
Central Drive Yourself Limited	2169
Chapart Inc.	2169
Cha-Pel Construction, Limited	2169
Chester Clothing Co.	2170
Club de Courses de Montmagny Inc.	2170
Compagnie d'Immeubles St. Pierre Limitée — St. Pierre Realities Company Limited	2170
Congregation Shiloh (Sheiloh)	2171
Cova Products Inc.—Products Cova Inc.	2171
Del Monte Studio Inc.	2171
Dependable Watchstraps Co. Ltd.	2172
Derby Café Inc.	2172
Desourdy Excavation Ltée — Desourdy Excavation Ltd.	2172
Evan Pants Incorporated	2173
Ferronnerie Grothé Ltée	2173
Gendon Mfg. Jewellers Inc.	2173
Goldbrend Jewelry Inc.	2174
Handy Trading Co. of Canada Ltd.	2174
Harmo Specials Inc.	2174
H. Butters Ltd.	2175
Hydrovary of Canada Limited	2175
Infra Roast of Canada, Ltd.	2175
J. E. Keays Ltée	2176
Lachapelle & Archambault Ltd.	2176
Lac Saint-Jean Autobus, Limitée	2177
Laperrière & Proulx Ltée	2177
La Réfrigération d'Arvida, Limitée — Arvida Refrigeration, Limited	2177

La Sarre, ville de	2182	La Sarre town of	2182
L'Association Canadienne d'Urbanisme, — Division de la Province de Québec — The Community Planning Association of Canada — Quebec Provincial Division	2204	L'Association Canadienne d'Urbanisme — Division de la Province de Québec — The Community Planning Association of Canada — Quebec Provincial Division	2204
Le Colisée de Chicoutimi Ltée.	2178	Le Colisée de Chicoutimi Ltée.	2178
Les Agences Cartier Incorporée — Cartier Sales Agencies Incorporated	2178	Les Agences Cartier Incorporée — Cartier Sales Agencies Incorporated	2178
Les Entreprises de Windsor Inc.	2178	Les Entreprises de Windsor Inc.	2178
Le Théâtre Rialto Limitée — Rialto Theatre Co. Ltd.	2179	Le Théâtre Rialto Limitée — Rialto Theatre Co. Ltd.	2179
L. P. Marcotte Ltée (Ltd.).	2179	L. P. Marcotte Ltée (Ltd.).	2179
Matquis Incorporée	2179	Matquis Incorporée	2179
Montreal Fast Print Limited.	2180	Montreal Fast Print Limited.	2180
Nickel Industries Limited.	2180	Nickel Industries Limited.	2180
Quebec Uranium Corporation	2180	Quebec Uranium Corporation	2180
Regent Construction Limited.	2181	Regent Construction Limited.	2181
Rothbarr Inc.	2181	Rothbarr Inc.	2181
Salaion J. P. Levesque Ltée	2181	Salaion J. P. Levesque Ltée	2181
Shefford Cleaning Inc.	2182	Shefford Cleaning Inc.	2182
Standard Steel Products Limited.	2182	Standard Steel Products Limited.	2182
Vicki-Klassy Restaurant Ltd.	2182	Vicki-Klassy Restaurant Ltd.	2182

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Associated Finance Corporation	2183
Canada Black Granit Company Limited — Compagnie de Granit Noir du Canada Limitée	2183
Guaranteed Floors Ltd.	2183
Hall of Fame Clothes (St. Hubert) Ltd. Harricana Gold Mine Incorporated 1939 Laboratoire Vitalgine Ltée	2183
McGill Securities Limited.	2184
Société Saint-Jean Baptiste de la Région des Trois-Rivières Incorporée.	2184
St. Lawrence Advertising Limited.	2185
The Barrie Memorial Hospital.	2185
Troiano and Son, Inc.	2185

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Associated Finance Corporation	2183
Canada Black Granit Company Limited — Compagnie de Granit Noir du Canada Limitée	2183
Guaranteed Floors Ltd.	2183
Hall of Fame Clothes (St. Hubert) Ltd. Harricana Gold Mine Incorporated 1939 Laboratoire Vitalgine Ltée	2183
McGill Securities Limited.	2184
Société Saint-Jean Baptiste de la Région des Trois-Rivières Incorporée.	2184
St. Lawrence Advertising Limited.	2185
The Barrie Memorial Hospital.	2185
Troiano and Son, Inc.	2185

SIÈGE SOCIAL:

Evan Pants Incorporated	2206
-------------------------------	------

HEAD OFFICE:

Evan Pants Incorporated	2206
-------------------------------	------

SOUSSIONS:

Acton Vale, ville de	2208
Belœil, ville de	2209
Cap-Rouge, commission scolaire de.	2212
Gatineau, ville de	2211
Hull, cité de	2210
Nicolet, ville de	2207
Windsor, ville de	2206

TENDERS:

Acton Vale, town of	2208
Belœil, town of	2209
Cap-Rouge, School Commission of	2212
Gatineau, town of	2211
Hull, city of	2210
Nicolet, town of	2207
Windsor, town of	2206

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Assaly, Alice Golding	2213
-----------------------------	------

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Assaly, Alice Golding	2213
-----------------------------	------

VENTE PAR LICITATION:

Lacroix vs Lacroix	2213
--------------------------	------

SALE BY LICITATION:

Lacroix vs Lacroix	2213
--------------------------	------

VENTE POUR TAXES:

Verdun, cité de	2214
-----------------------	------

SALE FOR TAXES:

Verdun, city of	2214
-----------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Gaudreau vs Dubé <i>et vir.</i>	2215
Le Roi vs Denis	2215

ABITIBI:

Gaudreau vs Dubé <i>et vir.</i>	2215
The King vs Denis	2215

ARTHABASKA:

Proulx <i>et al</i> vs Princeville Woodcraft Limited	2215
---	------

ARTHABASKA:

Proulx <i>et al</i> vs Princeville Woodcraft Limited	2215
---	------

GASPÉ:

J. A. & F. Gagnon Ltée vs Chicoine... 2217
Lemarquand vs Huard 2216

GASPÉ:

J. A. & F. Gagnon Ltée vs Chicoine... 2217
Lemarquand vs Huard 2216

RIMOUSKI:

Côté vs Levesque *et al.* 2217

RIMOUSKI:

Côté vs Levesque *et al.* 2217

ROUYN-NORANDA:

Desrochers-Martel vs Martel. 2218

ROUYN-NORANDA:

Desrochers-Martel vs Martel. 2218

SAINT-FRANÇOIS:

Bachand vs Bellefeuille. 2218

SAINT FRANCIS:

Bachand vs Bellefeuille. 2218

25751-o

25751-o